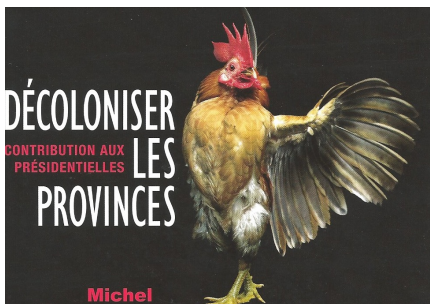


# Décoloniser les provinces 2017

## Contribution aux présidentielles

Michel Onfray

Éditions de l'observatoire



*Pour Emmanuel Chaunu*

« Il y a quelque part encore des peuples et des troupeaux, mais ce n'est pas chez nous, mes frères : chez nous, il y a des États.

État ? Qu'est-ce, cela ? Allons ! Ouvrez les oreilles, je vais vous parler de la mort des peuples.

L'État, c'est le plus froid des monstres froids : il ment froidement et voici le mensonge qui rampe de sa bouche : « Moi, l'État, je suis le peuple. »

C'est un mensonge ! Ils étaient des créateurs, ceux qui créèrent les peuples et qui suspendirent au-dessus des peuples une foi et un amour : ainsi ils servaient la vie.

Ce sont les destructeurs, ceux qui tendent des pièges au grand nombre et qui appellent cela un État : ils suspendent au-dessus d'eux un glaive et cent appétits.

Partout où il y a encore du peuple, il ne comprend pas l'État et il le déteste comme le mauvais œil et une dérogation aux coutumes et aux lois. »

Nietzsche, *Ainsi parlait Zarathoustra*, « De la nouvelle idole ».



## 1. Créer mille Lip

### *Autogérer la France*

J'avais à peine vingt ans et je laisserai dire à qui le voudra bien, parce que c'est vrai, que c'est le plus bel âge de la vie. Je venais de découvrir la pensée anarchiste trois ans plus tôt. Dans la librairie Hervieu d'Argentan, j'étais en classe terminale, j'avais acheté *Qu'est-ce que la propriété ?* de Pierre-Joseph Proudhon dans la collection de poche Garnier-Flammarion. Le beau tableau de Courbet, retaillé pour sortir ses enfants du cadre, était en couverture.

On sait qu'à cette question Proudhon avait répondu : « La propriété, c'est le vol ! » J'étais moins sensible à tout ce qui se cache d'analyse subtile dans ce tweet avant l'heure qu'à mon expérience de fils de pauvre sur la validité de pareille affirmation.

C'est plus tard que j'entrerais dans le détail ardu de l'analyse qui démontre que la confiscation de la plus-value (qu'il appelle l'aubaine) par le capitaliste qui ne paie pas la force de travail du groupe en se contentant de rémunérer les seuls individus est la formule qui se résume dans le fameux tweet anarchiste. La propriété du capitaliste, c'est donc le vol de leur force de travail collective aux travailleurs qui n'en sont pas rémunérés ou peu, ou mal. Voilà ce qu'il fallait comprendre. La formule n'a rien perdu de sa force, de sa vigueur, de sa vérité.

J'ai acheté dans la foulée le *Ni Dieu, ni maître* de Daniel Guérin, une anthologie de textes anarchistes avec une brève présentation des acteurs de cette formidable geste européenne. Dans ce fort volume, on dispose d'une bibliothèque de cette pensée marginale, oubliée ; elle me fut un noir cordial.

Quand j'ai lu *Idée générale de la révolution*, je suis tombé sur ce passage magnifique. À l'époque, je l'avais recopié et il ne quittait pas mon bureau : « Être gouverné, c'est être gardé à vue, inspecté, espionné, dirigé, légiféré, réglementé, parqué, endoctriné, prêché, contrôlé, estimé, apprécié, censuré, commandé, par des êtres qui n'ont ni le titre, ni la science, ni la vertu... Être gouverné, c'est être, à chaque opération, à chaque transaction, à chaque mouvement, noté, enregistré, recensé, tarifé, timbré, toisé, coté, cotisé, patenté, licencié, autorisé, apostillé, admonesté, empêché, réformé, redressé, corrigé. C'est, sous prétexte d'utilité publique, et au nom de l'intérêt général, être mis à contribution, exercé, rançonné, exploité, monopolisé, concussionné, pressuré, mystifié, volé ; puis, à la moindre résistance, au premier mot de plainte, réprimé, amendé, vilipendé, vexé, traqué, houspillé, assommé, désarmé, garrotté, emprisonné, fusillé, mitraillé, jugé, condamné, déporté, sacrifié, vendu, trahi, et pour comble, joué, berné, outragé, déshonoré. Voilà le gouvernement, voilà sa justice, voilà sa morale ! Et dire qu'il y a parmi nous des démocrates qui prétendent que le gouvernement a du bon ; des socialistes qui soutiennent au nom de la Liberté, de l'Égalité et de la Fraternité, cette ignominie : des prolétaires qui posent leur candidature à la présidence de la République ! » Ces lignes datent de 1851 ; elles restent d'actualité.

Si cette idée est juste et vraie, et elle est juste et vraie, alors faut-il ne jamais être gouverné ? Est-ce possible, pensable, imaginable ? Peut-on vivre dans un pays sans

gouvernement ? La réponse est oui, si l'on prend soin de préciser que, certes, on peut vivre sans un gouvernement tombé du ciel, mais pas sans un gouvernement qui monte de la terre, voulu, décidé et choisi par ceux auxquels il donne une forme et une force, une puissance et une effectivité.

Le gouvernement peut être centralisateur, jacobin, transcendantal et tomber du ciel des idées platoniciennes ou marxistes — c'est tout comme, Hegel ayant effectué la liaison entre l'auteur de la *République* et celui du *Capital*. Dans ce cas-là, il a besoin d'un État policier, d'une soldatesque aux ordres, d'une mythologie mobilisatrice, d'une religion civique à même d'obtenir l'agenouillement citoyen, d'un peuple soumis, pour son bien, aux décisions du chef de l'État, roi de droit divin. Depuis le triomphe des Jacobins en 1793, nous vivons dans cette configuration politique.

Mais le gouvernement peut être décentralisateur, girondin, immanent et monter de la terre des hommes. Dans ce cas-là, il n'a pas besoin d'un État policier, mais d'un État libertaire qui garantisse les libertés ; il n'a pas besoin d'une soldatesque, mais d'un ordre discuté dans des Maisons du Peuple, contractuel et synallagmatique ; il n'a pas besoin d'une mythologie, mais d'une règle du jeu décidée par les joueurs eux-mêmes ; il n'a pas besoin d'une religion avec temple de la Raison et culte de l'Être suprême, mais d'une philosophie rationnelle populaire, autrement dit débarrassée des oripeaux de la profession qui font passer de vulgaires guenilles pour de la pourpre ; il n'a pas besoin de l'agenouillement, mais de la station debout, de la verticalité qui distingue les hommes des autres mammifères ; il n'a pas besoin d'obéir à un mâle dominant, un chef de bande, un loup de meute, mais à sa décision confrontée à celle d'autrui et sublimée par la délibération permanente. Depuis le triomphe des Jacobins en 1793, cette configuration est présentée comme une fiction.

Voilà pourquoi Marx, le penseur de l'État centralisateur jacobin, a organisé une vindicte généralisée à l'endroit de Proudhon. C'est la raison pour laquelle, encore aujourd'hui, le logiciel marxiste faisant la loi bien au-delà des cerveaux de gauche, « l'anarchisme positif » du philosophe bisontin n'est pas audible.

Comment peut-on être gouverné sans l'être de façon jacobine ? En étant à soi-même sa propre loi, étymologiquement : en étant autonome. C'est la seule façon de faire de telle sorte que l'autorité ne soit pas autoritaire, parce qu'imposée, mais libertaire, parce que voulue, décidée et construite par ceux-là mêmes sur lesquels elle s'exerce. Le libertaire que je suis n'est pas contre l'autorité, ce qui serait vouloir le pur et simple désordre, mais pour son édification contractuelle.

La démocratie trouve alors son sens : elle devient authentiquement gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple — et non gouvernement au nom du peuple d'une petite partie du peuple sur une grande partie du peuple. Ce que fut la dictature du prolétariat marxiste, dans le texte même de Marx, je songe au *Manifeste du parti communiste*, mais aussi dans l'histoire des pays marxistes-léninistes — URSS, pays de l'Est, Chine, Cuba, Vietnam —, ce fut dictature *sur* le prolétariat. Avant l'heure, Proudhon avait bien vu qu'à l'horizon du communisme se trouvait le mirador.

Marx eut recours à tous les moyens pour étouffer le socialisme qui ne fut pas le sien. Laissons de côté le mensonge, la calomnie, le bourrage d'urnes lors des Internationales, la propagande avec de fausses infirmations et voyons plutôt l'argument théorique.

Marx & Engels inventent un couple diabolique : le socialisme scientifique opposé au socialisme utopique. Tout ce qui n'est pas le premier, strictement marxiste, relève du second ! Peu importe qu'on trouve dans ce fourre-tout d'authentiques utopistes comme Fourier (qui voulait transformer la mer en vaste étendue de limonade et qui spéculait sur le résultat des copulations de planètes... ) et de véritables pragmatiques comme Proudhon, Marx veut coudre un grand sac pour y enfermer tout ce qui n'est pas marxiste afin de le noyer dans la rivière.

L'auteur du Capital a réussi plus qu'il ne l'aurait probablement imaginé puisque, aujourd'hui encore, l'idéologie de gauche est imbibée de ces préjugés. La pensée de Proudhon ne fut pas scientifique, mais elle le fut plus que celle de Marx qui, pour le coup, fut véritablement utopique !

Car, au contraire de Marx, Proudhon n'a jamais voulu un Homme nouveau à l'horizon de l'histoire achevée. Cette figure utopique qui nie l'évidence anthropologique décrite par Darwin a fait couler beaucoup de sang inutilement quand le socialisme proudhonien irriguait des expériences réellement progressistes.

Rappelons que, dans les années soixante-dix, à Besançon, terre de Pierre-Joseph Proudhon et de Victor Hugo, la manufacture de montres Lip prouve la viabilité de la révolution mutualiste, elle démontre la fécondité des logiques coopératives, elle illustre le génie de l'autogestion ouvrière.

Affolé par cette démonstration concrète, le pouvoir en place mesure la dangerosité pédagogique de l'événement. Par conséquent, il sabote l'aventure pour que le modèle jacobin gaullo-communiste puisse continuer à faire la loi — à sévir. À l'époque de la fin de l'expérience, le pouvoir en place, ce sont Valéry Giscard d'Estaing, chef de l'État, et son Premier ministre, Jacques Chirac. À son début, Jean Charbonnel était ministre de l'Industrie sous Pompidou. Ce gaulliste social a raconté jusqu'à sa mort que Lip avait bel et bien été ciblé par le pouvoir.

« C'est possible : on fabrique, on vend, on se paie », pouvait-on lire sur une banderole plantée à l'entrée de l'usine Lip. À l'époque, la Gauche prolétarienne maoïste envisage de prendre le pouvoir sur le mode violent, autoritaire, brutal. Elle légitime les attentats palestiniens, les prises d'otages de patron, leurs exécutions, le recours au terrorisme, l'action clandestine, la lutte armée.

En fait, la GP joue à la Résistance mais... sans l'occupant nazi ! Elle envisage le monde à partir des séminaires de l'École normale supérieure ; elle lit Foucault, Althusser et Lacan, tous trois plus soucieux de structures platoniciennes que d'ouvriers concrets ; elle est un pur produit d'intellectuels déconnectés du monde et de la réalité prolétarienne. Certains d'entre eux vont en usine, ce sont les fameux Établis, pour partager la condition ouvrière et évangéliser les foules avec leur catéchisme maoïste. En vain...

L'expérience de Lip est une gifle dans la figure gauchiste, mondaine, intellectuelle, parisienne, germanopratin. Benny Lévy, qui fut secrétaire de Sartre de 1973 à la mort du philosophe en 1980, dit de Lip que ce lui fut une révélation politique : les ouvriers pouvaient donc très bien s'organiser sans les intellectuels ? Ils pouvaient réussir sans idéologie ? Ils n'avaient pas besoin de demander à Mao ce qu'il fallait faire pour faire ? Ils étaient capables de conduire une usine autogérée sans savoir ce que Lacan disait du rôle de la dialectique chez Hegel ? Ils savaient, justement, fabriquer, vendre, se payer sans avoir fait

l'École normale supérieure ? Ils démontraient qu'ailleurs que dans les beaux quartiers de Paris, dans le Quartier latin, une révolution concrète pouvait se visiter ? Et ils ignoraient le grec et le latin ?

En effet, chez Lip, des ouvriers, des employés, des salariés, des gens simples et modestes, des individus sans culture universitaire, mais plein du bon sens que donne l'expérience du monde, le vrai, n'ont pas besoin pour révolutionner le mode de production des richesses de mettre une guillotine sur la place publique, d'y envoyer leurs ennemis puis leurs amis, de faire couler le sang, de construire des barricades pour y tirer au fusil sur leur prochain, de créer un tribunal révolutionnaire, d'humilier l'ennemi de classe !

Pire, ou plus drôle, l'efficacité de la révolution coopérative, mutuelliste, ouvrière était le fait de syndicalistes dont certains étaient chrétiens. La religion, qui, pour la GP, était l'opium du peuple, fournissait ainsi à Besançon les moyens de libérer la créature opprimée de son soupir prolétarien ! Le crucifix permettait une révolution tangible alors que *Le Petit Livre rouge* ne parvenait à rien.

Quand Benny Lévy se rend à l'usine Lip, il rencontre Jean Raguènes, un père dominicain détaché de son monastère. Charles Piaget, lui, vient de la Confédération française des travailleurs chrétiens, il est à la CFDT. L'Action catholique ouvrière est avec eux.

Tous luttent contre la fermeture programmée de l'usine qui produit des montres de qualité mais que le patron veut restructurer, comme on dit. Les ouvriers ont intercepté des documents qui attestent avec cynisme que le projet est bien de licencier et de taper dur sur les ouvriers rescapés de la charrette. Ils soustraient un stock de pièces pour confectionner trente-deux mille montres, la ville soutient les travailleurs : les clochent sonnent, les rideaux des magasins sont baissés. Le maire et l'évêque, main dans la main, sont aux côtés des travailleurs.

L'assemblée générale décide de la reprise de la production et les montres sont vendues presque moitié moins cher que dans la configuration patronale précédente. Les montres sans patron partent comme des petits pains. La foule accourt. L'organisation de l'entreprise est réellement autogestionnaire — Proudhon aurait aimé. A l'AFP, Mitterrand dit : « Ce serait une assimilation un peu hâtive de dire qu'il s'agit d'autogestion. » Quoi alors ?

Benny Lévy rentre à Paris ; il raconte l'aventure aux cadres élargis parisiens de la GP. Il est sidéré. Dans *Génération*, Hamon et Rotman rapportent son propos : « Je vois dans l'événement Lip l'agonie de notre discours révolutionnaire. » Il dit également : « Mai 68 a été à la fois une révolution moderne et une révolution ancienne, une grève générale classique et quelque chose d'autre. La pente était forte qui conduisait à ne retenir que l'allure ancienne de la grève générale. À perpétuer le vieux langage : accumulation des forces par des luttes revendicatives — crise nationale — la question du pouvoir est posée — et donc celle de l'insurrection. Je suis sûr, maintenant, que, si ce langage persiste, le mouvement révolutionnaire perdra complètement toute vitalité. Ce que Lip met en cause, c'est notre raison d'être » (II, p. 490-491). Le 1er novembre 1973, la Gauche prolétarienne se dissout.

Est-ce que ses militants ont tiré la leçon donnée par les ouvriers de Lip ? Que nenni... Serge July, qui avait publié *Vers la guerre civile*, crée *Libération* avec Sartre et fait évoluer le journal dans le sens de la conversion du Parti socialiste de Mitterrand au libéralisme — il se gauchit d'autant plus sur le sociétal qu'il se thatchérisse sur le terrain politique et économique. Benny Lévy devient talmudiste — et meurt. Geismar prend du grade dans la

police de l'Éducation nationale en devenant inspecteur général. Jean-Pierre Le Dantec dirige une école d'architecture à Paris et écrit des livres sur les jardins. Michel Le Bris dirige les programmes de *France 3 Ouest*, puis le festival Étonnants voyageurs. Guy Lardreau chemine avec les chrétiens d'Orient syriaques. Christian Jambet devient islamologue. André Glucksmann finit par voter Sarkozy, qui lui a décerné la Légion d'honneur. Gérard Miller est psychanalyste chez Michel Drucker. Marin Karmitz fait fortune dans le cinéma. Jean-Claude Milner est professeur de linguistique dans une université parisienne. Gilles Susong marche dans les forêts arthuriennes. Alain Finkielkraut et BHL, dont chacun sait ce qui ils sont devenus, ont été eux aussi maoïstes.

Entre cynisme, carriérisme, journalisme, talmudisme, islamologie, haddithologie, sarkozysme, lacanisme, occultisme, parisianisme, affairisme, académisme, narcissisme, une option n'excluant d'ailleurs pas l'autre, la leçon donnée par Lip fut de courte durée ...

En 1967, un certain Che Guevara invitait à « créer deux, trois, de nombreux Vietnam ». Le guévarisme a bu trop de sang humain à la gorge de son prochain pour qu'il me soit une référence ou une révérence. Mais je retiens le tweet pour sa cadence et le détourne à la façon situationniste afin d'inciter à « créer deux, trois, de nombreux Lip ». C'est possible, comme disaient les anciens de cette époque. La politique se trouve là, et nulle part ailleurs.

## 2. Un cahier de doléances

### *Vers des états généraux*

Le socialiste libertaire que je suis, du moins que j'essaie d'être, car l'épithète exige plus une ascèse dans une dynamique sans fin qu'elle n'est un bâton de maréchal obtenu pour la vie, ne trouve pas son compte aux quatre versions du socialisme proposées sur le marché médiatique contemporain.

Je ne suis pas un socialiste libéral — comme Macron et les siens. Ce socialisme qui est le produit des renoncements de la gauche à être de gauche par Mitterrand en 1983 propose de créer d'abord des richesses pour les distribuer ensuite. Ce sophisme travesti sous les allures du bon sens a fini par montrer quelle était sa véritable nature : la paupérisation. On voit bien en effet un socialisme affairé à produire des richesses, à appauvrir les pauvres et à en augmenter le nombre, puis à enrichir les riches et à en diminuer le nombre en concentrant des fortunes inouïes entre les mains de quelques-uns, mais on ne voit jamais venir le jour de la redistribution, car c'est toujours demain qu'on rase gratis et demain, ça n'est en aucun cas aujourd'hui, c'est toujours demain. Donc jamais.

Je ne suis pas un socialiste social-démocrate — comme Hollande et les siens. Ce socialisme ne dispose d'ailleurs pas de franches barrières avec sa version libérale ; il est une variation sur le thème du socialisme libéral qui, certes, laisse le marché faire la loi, mais laisse aussi un peu, et tout est dans ce peu, à l'État la possibilité d'intervenir plus que dans la version précédente afin de corriger les effets de la paupérisation du socialisme libéral. Or la loi du marché libre avec sa concurrence non faussée est la clé de voûte de l'Europe maastrichtienne à laquelle je m'oppose. Le socialisme social-démocrate praticable dans la configuration bureaucratique de Bruxelles est une fiction. Il fonctionne en cache-sexe de la brutalité européenne libérale et, paradoxalement, bureaucratique. Je parle de paradoxe parce que le libéralisme, s'il est liberté totale du laisser-faire et du laissez-passer, entre en contradiction avec l'État. Or, en France, mais aussi dans cette Europe qui nous gouverne, c'est la bureaucratie étatique qui impose le libéralisme. Ce qui donne raison à certains libéraux qui affirment que nous ne vivons pas dans un régime libéral. Dans l'acception puriste du terme, ils ont raison.

Le néolibéralisme qui nous serre à la gorge avec ses décisions venues de Bruxelles est une tyrannie démocratique — dont Tocqueville a brossé le portrait un siècle avant son avènement...

Je ne suis pas un socialiste robespierriste — comme Mélenchon et les siens. Je reste sidéré qu'on puisse encore choisir dans la Révolution française, qui est un grand moment de l'histoire de France, ce théoricien de la Terreur et de la guillotine comme auxiliaires de la Vertu, ce penseur de la loi sur les suspects comme accélératrice de Fraternité, cet acteur du Tribunal révolutionnaire comme engrenage d'une machine susceptible de générer la



Liberté ! Il existe dans le panthéon des révolutionnaires français des figures authentiquement révolutionnaires qui ne pensent pas la politique en termes de guerre civile, d'ennemis à anéantir, de sang impur à verser pour abreuver les sillons, de têtes au bout de piques ou de pendus à la lanterne.

Je ne suis pas non plus, et enfin, un socialiste néotrotskyste — comme Besancenot, Arthaud et les leurs. Je n'ai jamais été trotskyste, ni maoïste, ni gauchiste, ni marxiste, ni communiste, la lecture de *Qu'est-ce que la propriété ?* de Proudhon lors de mon année de philo au lycée m'en avait prémuni, mais j'ai regardé avec un œil intéressé, comme des milliers de gens de gauche soucieux d'un espace alternatif aux vieux partis, le projet qu'eut un temps Olivier Besancenot de transfigurer l'ancienne boutique trotskyste en Nouveau Parti anticapitaliste dans un grand mouvement où se retrouveraient altermondialistes et féministes, écologistes et humanistes, décroissants et, surtout, libertaires. J'ai dit qu'un article de lui célébrant Louise Michel dans *Libération* m'avait convaincu de sa volonté d'élargir et de fédérer une gauche désireuse d'action en dehors des appareils de partis. Hélas, comme des milliers de gens, il m'a fallu déchanter. La faucille et le marteau avaient disparu du drapeau rouge, ce qui n'était pas une mauvaise chose, car la faucille ne coupait pas que des blés et le marteau n'enfonçait pas que des clous, mais quand je vis l'aveu qu'était le choix d'un mégaphone comme symbole de substitution, je compris que le NPA voulait le monopole de la parole révolutionnaire et probablement rien d'autre. Il l'eut ; il l'a. Et après ?

Je déroule ces versions du socialisme en partant de leur plus ou moins grande proximité avec le centre, donc la droite. Plus grand en est le voisinage, plus grand est le sens de l'éthique de responsabilité : que faire ? Comment faire ? Qu'est-il possible de faire dans la configuration concrète, c'est-à-dire nationale et internationale, du pays ? Jusqu'où peut-on faire ? Mais plus grande aussi est la distance avec l'éthique de conviction. Au plus loin du centre, l'éthique de conviction est grande, elle est même parfois totale, mais dans le plus total mépris de l'éthique de responsabilité.

La gauche libérale et la gauche sociale-démocrate ont les mains sales, mais elles ont des mains ; la gauche robespierriste et la gauche néotrotskyste ont les mains propres, mais elles n'ont pas de mains. Les deux premières constituent un bloc pragmatique ; les deux secondes, un bloc idéologique. Les uns se servent des idées pour arriver au pouvoir et les jettent aux orties dès leur arrivée dans les palais de gouvernement ; les autres font de même avec les idées, mais n'ont pas le loisir d'y renoncer parce qu'ils n'accèdent jamais au pouvoir et sont condamnés à jouer l'éternel rôle du tribunitien. Les premiers parlent et se renient au nom du réel ; les seconds verbigèrent et se condamnent à ne disposer que du monopole rhétorique au nom des idées.

J'aspire à une gauche pragmatique qui soit aussi idéologique ; autrement dit, à une gauche de responsabilité qui ne renonce pas à la gauche de conviction. Pour ce faire : il faut que la gauche pragmatique ait le souci des idées, des projets, des programmes, dans une perspective de gauche, et non dans un dessein électoraliste qui cajole les tribus et les communautés dont elle espère les suffrages. Il faut jouer la démocratie contre la démagogie.

Historiquement, la gauche sort les enfants des mines pour les envoyer à l'école ; à l'époque, la droite crie au scandale en invoquant la baisse de compétitivité dans la production des marchés du charbon européen. La gauche avait raison ; d'ailleurs la droite le dit aussi aujourd'hui : quel homme de droite en France voudrait à cette heure renvoyer les enfants dans les mines ? À l'époque où la gauche défend pareil programme, elle ne préempte

pas des postes et des prébendes, des portefeuilles de ministres et des écharpes tricolores — aujourd'hui des voitures avec gyrophares et motos hurlantes pour leur ouvrir le passage. Elle fait son travail de gauche, à savoir : elle humanise.

On a coutume de dire que la droite gère pendant que la gauche dispose du monopole des idées. Aux banquiers et aux industriels la gestion des affaires ; aux artistes et aux saltimbanques la question de la culture. De Gaulle, le général, aux manettes, Malraux l'écrivain fantasque, rue de Valois. Voilà pourquoi la droite oublie parfois de penser et pourquoi la gauche ne sait pas gérer.

Chaque fois que la gauche est au pouvoir, elle fait la preuve de son impéritie : le 13 février 1937, le Front populaire déclare une pause dans les réformes, bientôt l'Assemblée nationale de cette majorité vote les pleins pouvoirs à Pétain, on connaît la suite ; le 23 mars 1983, François Mitterrand, élu sur un programme socialiste et gouvernant avec des ministres communistes, intervient à la télévision et annonce lui aussi une pause — elle dure encore ; le 21 avril 2002, après une gestion de Premier ministre qui avait été digne, Lionel Jospin est désavoué par les Français, qui lui préfèrent Jean-Marie Le Pen pour affronter Jacques Chirac au second tour des présidentielles, là aussi, on connaît la suite ; le 1er décembre 2016, après quatre ans et demi d'un exercice calamiteux du pouvoir, François Hollande jette l'éponge et prouve ainsi qu'il n'a pas su gouverner à gauche mais, pire, lui qui fut l'homme des synthèses au PS, il avoue, à son corps défendant, qu'il n'est pas certain de gagner une primaire dans laquelle il s'est enfermé parce qu'il risque de se faire battre par des ministres de son camp qu'il a congédiés — et qui depuis lors ont médiatiquement fanfaronné et transformé ce congédiement en démission...

Ma critique de la gauche me vaut des éloges de la droite — ce que la gauche critiquée s'empresse de mettre en exergue pour éviter d'avoir à me répondre sur le terrain des idées. Avec une presse subventionnée et servile, il est plus facile à ces gauches de l'échec ou de l'impuissance de faire de moi un allié objectif du Front national plutôt que de se demander pourquoi elles échouent quand elles sont au pouvoir ou pour quelles raisons elles sont impuissantes à y parvenir — Mélenchon, qui veut commander la France avec une poigne castriste, n'a pas même été capable d'obtenir un siège de conseiller municipal dans un village, de maire dans une ville, ou de député, même parachuté. Il n'a jamais pu être qu'élu sénateur ou député européen avec des scrutins qui privilégient les apparatchiks des partis.

Que cette gauche-là pense que le médecin que j'essaie d'être sur le terrain des idées soit responsable de la pathologie qu'il diagnostique relève de la pensée magique ! François Mitterrand et le Parti socialiste ont perdu l'électorat de gauche en renonçant à mener une politique véritablement de gauche. Le vieux chef de l'État, tout à sa gloire narcissique, a ensuite instrumentalisé le Front national afin de rester au pouvoir : il avait alors pour seul objectif de rendre la gauche forte des faiblesses de la droite coupée en deux par le FN. C'était une tactique politicienne bien dans l'esprit de cet homme qui n'a jamais rencontré l'Histoire qu'après qu'elle a eu lieu. Aujourd'hui, le balai de l'apprenti sorcier est devenu fou. Moi qui propose d'expliquer comment pareille chose est advenue, on me rend responsable de pareil délire. Ce serait à rire s'il ne fallait en pleurer tant le prix s'avère élevé pour les millions de Français les plus modestes et pour la France.

Pourquoi la gauche persiste-t-elle à s'exonérer des responsabilités de cette ascension permanente du FN depuis 1981 ? Pour quelles raisons évite-t-elle de désigner les causes véritables de cette sidérante escalade tout en s'acharnant sur des boucs émissaires ? Parce

qu'il lui faudrait faire son mea culpa et qu'il est vain d'attendre pareille contrition chez des idéologues.

Mais la droite qui me flatte feint d'oublier que je suis de gauche, que je le suis resté, moi, en défendant une version invisible sur le marché : le socialisme libertaire. Il existe dans l'histoire des gauches, mais il est plurivoque et contradictoire : on en trouve des versions néohégéliennes, plutôt russes et communistes, chez Kropotkine et Bakounine, mais également allemandes et égotistes chez le Stirner de *L'Unique et sa propriété*.

Je ne me reconnais pas dans ce néomarxisme qui ne diffère de Marx que sur les moyens de parvenir au pouvoir pour contribuer à une même fin. Je ne souscris pas au schéma chrétien de la parousie par le prolétariat, je ne crois pas au millénarisme d'une humanité réconciliée, je ne communique pas dans le fantasme de l'Homme nouveau, version immanente du paulinisme, je ne consens pas au mouvement progressiste de l'Histoire visant son abolition programmée. Je ne suis pas optimiste, mais tragique. Le socialisme libertaire germano-russe débouche sur la cellule de prison mitoyenne à celle du socialisme bolchevique.

En face de cette tradition venue de l'est de l'Europe, en face et contre elle, il en existe une autre, bien ancrée à l'ouest de l'Europe, en France plus particulièrement. C'est celle d'un socialisme libertaire français dont les noms sont méconnus, voire inconnus : Anselme Bellegarrigue, Sébastien Faure, Jean Grave, Han Ryner, Élisée Reclus (qui est suisse...), E. Armand, Fernand Pelloutier, Armand Robin, Lacaze-Duthiers et tant d'autres. Certes, on connaît celui de Pierre-Joseph Proudhon, mais sans savoir ce qu'il pense vraiment et à quoi ressemble son « anarchisme positif ». S'il est connu, c'est souvent par le portrait assassin qu'en donne Marx, fielleux à l'endroit d'un concurrent réellement ouvrier et authentiquement socialiste.

Cette tradition parvient concrètement à tenir à égale distance l'éthique de conviction, la puissance des idées, et l'éthique de responsabilité, le souci de faisabilité. Ce socialisme libertaire est moins flamboyant, moins pétaradant, moins apocalyptique, moins spectaculaire que sa version russe ou germanique, mais il est efficace ici et maintenant, il produit des effets dans le réel.

Ce socialisme libertaire s'enracine plus dans la sensibilité girondine de la Révolution française que dans son habituelle version jacobine — et robespierriste.

Il s'inscrit également dans la filiation de la Commune, dont j'ai dit, dans mon livre sur Camus, l'emblématique socialiste libertaire du xxième siècle, tout le bien que j'en pense. Je le rappelle : la Commune fut « une brève insurrection populaire qui dura deux mois, entre le 18 mars et le 28 mai 1871. Pendant ces dix semaines, les communards ont réalisé un nombre incroyable de gestes révolutionnaires : remise des loyers non payés ; suppression des ventes du Mont-dePiété ; abandon des poursuites pour loyers non payés ; allongement des délais pour le paiement des dettes ; attribution de pensions pour les blessés, les veuves, les orphelins, les gardes nationaux tués au combat ; réquisition des logements inhabités ; création d'orphelinats ; ventes publiques d'aliments à prix coûtant ; distribution de repas ; instauration du mandat impératif ; proclamation du droit sacré à l'insurrection ; proclamation de la République universelle pour réaliser dans les faits l'abolition de l'esclavage votée en 1848 ; incendie de la guillotine place Voltaire ; suppression de la peine de mort ; attribution des ateliers abandonnés aux coopératives ouvrières après indemnités aux propriétaires ; réduction du temps de travail à dix heures par jour ; encadrement ouvrier

dans les usines et les ateliers ; interdiction du travail de nuit pour les enfants ; égalité des salaires entre hommes et femmes ; création d'un salaire minimum ; reconnaissance de l'union libre ; mariages par consentement mutuel ; gratuité des actes notariaux ; séparation de l'Église et de l'État ; rupture avec le Concordat ; suppression du budget des cultes ; sécularisation des biens du clergé ; école gratuite et laïque ; laïcisation des hôpitaux ; liberté de la presse ; reconnaissance de droit des enfants illégitimes ; instauration d'une inspection des prisons ; création d'écoles professionnelles. En soixante-douze jours, le mutualisme, la fédération, la coopération, et autres techniques révolutionnaires proudhoniennes, produisirent plus d'effets que jamais ».

Nombre de ces propositions, ravagées en leur temps par la répression versaillaise, ont été réalisées par la suite, dont certaines par des gouvernements de droite — c'est dire le caractère d'avant-garde sociale de la gauche quand elle a un programme et des idées, et non un plan de carrière.

Refaire un programme pour nos temps est une chose simple. Jadis, le parti sollicitait ses intellectuels organiques et rédigeait un programme — ainsi avec le *Manifeste du parti communiste* de Marx ou *les 120 propositions* de François Mitterrand, le premier se proposant le salut de l'humanité par le prolétariat et le second, modestement, de changer la vie. Dans les deux cas, la feuille de route était écrite par les scribes du parti avec son patron. Reliquat jacobin ...

Je propose qu'on en revienne aux cahiers de doléances, autrement dit à une formule de démocratie radicale, au sens étymologique : de démocratie à sa racine. Cette tradition authentiquement populaire date de 1484. Le peuple présentait alors à son commettant les revendications qu'il allait porter pour lui aux états généraux. Chaque ordre, chaque bailliage, avait ses cahiers. Le génie du peuple se manifeste alors dans sa vérité.

Le funeste épisode jacobin de la Révolution française a restauré la forme monarchique en politique sans la transcendance religieuse. D'où le culte du chef, de l'avant-garde éclairée, de la formation militaire et combattante avec un parti, de l'élimination rhétorique puis physique des opposants. Cette forme est malheureuse et conduit à la dictature de politiciens professionnels qu'Hannah Arendt nomme les révolutionnaristes.

J'ai toujours cru, pour ma part, que la Révolution française s'inscrivait dans une séquence extrêmement facile à découper : du 24 janvier 1789, date à laquelle le roi convoque les états généraux, au 10 mars 1793, date de la création d'un Tribunal révolutionnaire qui engage le pouvoir sur la voie d'une féroce dictature. Ensuite, c'est le règne de Thanatos ou de Saturne qui dévore ses enfants : la Terreur, le gouvernement révolutionnaire, la dictature jacobine, la folie robespierriste.

Ce qui importe dans ce qui a été légué de juste et de grand par la Révolution française s'inscrit dans cette séquence. Cette floraison de décisions va dans le sens d'une laïcisation et d'une contractualisation immanente du pouvoir, d'une démocratisation de la société, d'un lissage juridique avec disparition des niches, d'une augmentation des libertés, d'une liaison des devoirs et des droits, d'une révolution par le droit et dans la légalité. Souvenons-nous...

En 1789 : le génie populaire des cinquante mille cahiers de doléances ; l'effervescence démocratique des états généraux ; l'abandon par le clergé et la noblesse de leurs privilèges fiscaux ; l'Assemblée nationale constituée comme forme politique ; le serment du Jeu de paume qui se propose de rédiger une règle du jeu contractuelle ; la promulgation de la

liberté individuelle et celle de la presse ; la proclamation de l'Assemblée nationale en Assemblée constituante ; la réponse en province d'une « révolution municipale » ; la nuit du 4 août avec l'abolition des privilèges : l'égalité fiscale, l'abolition des servitudes personnelles, le rachat des droits féodaux, renoncement du clergé à la dîme ; la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ; la confiscation des biens du clergé — hélas vendus à une classe qui donne ainsi naissance à la bourgeoisie ; l'élection de conseils municipaux par les citoyens — même s'il ne s'agit que des citoyens actifs ; la possibilité pour les protestants d'être élus.

En 1790 : suppression du droit d'aînesse, donc, égalité dans les partages ; fin de la gabelle et des lettres de cachet ; uniformisation des poids et mesures ; renoncement aux guerres de conquête ; fêtes de la Fédération ; Constitution civile du clergé qui ne touche pas au dogme ; paiement des religieux par l'État ; suppression de la censure au théâtre ; création des Archives nationales ; suppression des apanages.

En 1791 : suppression de nombreux impôts indirects ; déclaration du caractère inviolable du roi ; proclamation de la Constitution ; extension de la citoyenneté aux juifs de l'Est ; organisation de la justice criminelle avec jury populaire.

En 1792 : ouverture au public des séances de l'Assemblée nationale ; suppression du statut de citoyen passif, naissance du suffrage universel — sauf pour les domestiques... ; refus par l'Assemblée du tribunal du peuple voulu par la Commune et les Montagnards — qui finiront par l'obtenir ; abolition de la monarchie et proclamation de la république.

Bien sûr, pendant ces années, il y eut aussi des partisans de Thanatos qui ont régulièrement sacrifié à leur dieu : des décapitations sommaires, des têtes au bout de piques, des actes de cannibalisme (à Caen, par exemple), des vengeances sommaires, des procès bâclés, la mise à mort du roi et de la reine après des parodies de procès, des scènes sanglantes, des humiliations publiques transformées en spectacle populaire. Avec 1793, cette folie s'outre pour devenir système.

Cessons là cette séquence Révolution française. Gardons à l'esprit qu'il y eut une saison faste, vive et pleine de sève démocratique, un temps libertaire d'augmentation des possibles, une époque d'abolition d'un vieux monde qui n'en pouvait plus, faible aux forts et fort aux faibles, une période de verbe et d'échange, de débats et de discours, une ère de descente de la politique du ciel, où le roi avait ses entrées, sur la terre, où le peuple vivait. C'est cette période indexée sur un Éros politique qu'il faut conserver et développer aujourd'hui.

Mais ne perdons pas de vue, non plus, que pendant la Révolution française, il y eut aussi une saison néfaste, noire et conduite par les passions tristes, un temps autoritaire guidé par la haine et le ressentiment, l'envie et la jalousie plus que par le désir de justice sociale et d'équité humaniste, une époque de nouvelles féodalités consenties aux révolutionnaires de métier, un temps où une poignée de terroristes fait la loi contre un peuple, mais en son nom, alors qu'il ne va pas voter et qu'il n'est pas véritablement représenté à l'Assemblée nationale.

Précisions en effet que, pendant la période révolutionnaire, les élections sont parodiques. Dans son *Origine de la France contemporaine* (un livre qui m'a déniaisé sur la Révolution française en me la montrant telle qu'elle fut, en dehors des mythologies... ), Taine a donné un tableau terrible de scènes où l'on voit des électeurs refusés, empêchés, molestés, tabassés, tués parfois, dès leur entrée dans le bureau de vote tenu par des Jacobins qui font entrer seulement ceux qui votent comme eux. Par ailleurs, on dit rarement que la Convention

nationale a été élue avec 4 % du corps électoral. Où est donc passée la souveraineté populaire dans ce théâtre d'ombres votantes ?

Nous vivons dans une situation semblable : une fin de règne, une époque qui se craquèle, se fissure, part en gros blocs de temps en temps avant l'effondrement programmé. Comme des millions de gens, de gauche, mais peu importe, de droite aussi, j'ai voté pour : pour des convictions, au premier tour, puis contre celui qu'on ne voulait pas au second tour. Ensuite, j'ai voté pour des convictions au premier tour, puis blanc au second. Mais à quoi bon voter pour un candidat réduit à faire de la figuration ?

Dès lors, j'ai voté blanc au premier tour, puis blanc au second. Mais le vote blanc équivaut à un vote nul ou à pas de vote du tout. Pourtant, on dit autre chose en votant blanc qu'en votant nul ou en n'allant pas voter. Voter blanc, c'est dire qu'on accepte la règle du jeu, mais qu'on n'a pas trouvé d'élu susceptible de nous convenir. Rien qui ressemblerait à quelque chose du genre : « Allez vous faire voir, tous pourris. » Mais ce vote blanc négligé et méprisé par la corporation politique ne m'a plus suffi non plus puisqu'il était considéré comme rien, nul, inexistant.

À partir de ce moment, je n'ai plus voté du tout. Après avoir quitté Argentan pour Caen, je ne suis même plus inscrit sur les listes électorales.

Je connais les arguments de ceux qui veulent choisir leurs maîtres, ce sont toujours les mêmes : « Ne pas voter, c'est faire le jeu de la droite. » J'avoue n'avoir jamais compris cette équation ! De quelle façon ne pas élire quelqu'un serait en faire élire un autre ? Comment ne pas voter serait voter quand même ? Selon quelle étrange alchimie obtiendrait-on que ne pas voter à gauche, ce serait voter à droite ?

Il y a également le « Certains sont morts pour que vous ayez le droit de vote, vous bafouez leur mémoire ». D'abord, mourir n'est pas un argument en faveur de la vérité : de nombreux gogos ont donné leur peau pour des bêtises, des fadaises, des sottises et des fictions. Ensuite, quand on professe la religion du vote au point qu'on y voudrait convertir l'humanité entière, le minimum, pour commencer, est d'en respecter le catéchisme, à savoir les règles du jeu électoral. Quand les Français votent « non » à la formule libérale de l'Europe en 2005 et que la caste d'élus de droite libérale et de gauche libérale, qui se partagent désormais le pouvoir, méprise ce vote et impose le contraire par la voie du Congrès, il y a rupture du contrat social. En pareil cas, à savoir : un coup d'État électoral, je reprends mes billes...

On a droit aussi au « Si vous n'allez pas voter, vous n'aurez pas le droit de critiquer ensuite ».

Et pour quelle raison ? Comme si seul le fait de voter donnait le droit de critiquer ! Ne pas décider soi-même d'une guerre que le gouvernement déclare au nom des citoyens dont je suis ne m'interdit pas de refuser cette guerre et, partant, de la critiquer ! L'exercice de la critique n'est pas soumis au seul jeu électoral, surtout quand il est faussé.

Quand l'Assemblée nationale est saturée de fonctionnaires, de professions libérales, d'enseignants, d'administrateurs de sociétés, d'assureurs, d'agents immobiliers, de cadres du privé, d'avocats, d'industriels, de magistrats, de journalistes, de médecins, de retraités, de pharmaciens, d'universitaires, de cadres de l'Éducation nationale, mais qu'on y trouve un seul garagiste et un seul marin-pêcheur ; quand un parti qui rassemble 30 % des suffrages n'a que deux ou trois députés pendant qu'un autre qui ne dépasse pas les 5 % en totalise une vingtaine avec des postes dans les commissions, voire des vice-présidences au Sénat ; quand

l'Assemblée nationale et le Sénat servent à abolir le vote du peuple clairement exprimé dans un référendum ; quand le vote est à ce point méprisé par les élus comme aujourd'hui, voter ne saurait être l'horizon indépassable de la démocratie.

Alors?

Alors voici de quoi restaurer l'ordre démocratique, redonner le goût du vote et des élections, envisager que les citoyens reprennent leur destin en main, en finir avec la politique politicienne garantie par le vieux modèle étatique centralisé et jacobin qui a failli, obtenir que le pouvoir ne descende plus du ciel, où loge à demeure la classe politique, mais monte de la terre, où sont les hommes. Voici mon hypothèse girondine. Je sais qu'elle ne servira à rien ; peu importe : la voici.

### 3. Séduction, élection, trahison

#### *Se résoudre à ne plus servir*

Deux quinquennats en amont, d'aucuns qui, aujourd'hui, travaillent en professionnels pour une candidature de gauche antilibérale robespierriste, m'avaient fait passer un genre d'examen pour savoir si je pouvais porter les couleurs de la gauche antilibérale aux présidentielles.

J'ai refusé en arguant de mon incompetence ; on me fit savoir qu'en trois mois on pouvait me rendre compétent ! C'est dire que, même dans ces milieux-là, on imagine que l'apparence de la compétence vaut compétence, ce qui me conforta dans ma décision de décliner.

Cette galaxie de gauche antilibérale qui est toujours la mienne mais qui préfère encore compter ses poussières d'étoiles plutôt que de constituer une nébuleuse efficace se trouve empêtrée dans des logiques monarchiques : qui pourra bien être le roi nain du petit royaume ? Car tous veulent l'unité, pourvu qu'elle se fasse derrière leur nom, leur petit nom qui est grand dans les médias mais inexistant dans l'Histoire, même quand ils grenouillent dans le marigot politique depuis plus d'un quart de siècle.

Or, le plus étonnant dans cette histoire, c'est que ces cadors de la gauche antilibérale sont tous jacobins — comme tous les autres candidats aux présidentielles d'ailleurs, droite et gauche confondues ! L'un adulte Castro, Guevara ou Chavez, l'autre Robespierre, Trotski ou Lénine, pendant que certains, assurés de se partager le pouvoir grâce à la machine à produire du bicéphale, ne voient que par De Gaulle ou Mitterrand, tous deux partisans du pouvoir jacobin centralisé.

Du roi au dictateur en passant par le tyran, le commissaire du peuple, le duc, le führer, le caudillo, le conducator, le guide, le grand timonier, le petit père des peuples, chaque fois il s'agit de la même variation qui suppose un peuple infantile et infantilisé ayant besoin d'être conduit par quelqu'un qui saurait ce qui est bon pour lui.

Avec démagogie, l'impétrant transformé en tribun de la plèbe dit au peuple ce qu'il attend qu'on lui dise afin d'obtenir les suffrages en retour. Une fois l'élection faite, le peuple abusé, trompé, se fait spolier par ceux qui utilisent la même sophistique pour justifier leurs reniements : le déplorable état des finances publiques a été dissimulé, les caisses sont vides et la faillite menace à cause de l'héritage, le précédent gouvernement a menti, la finance spéculé contre eux plus durement qu'ils ne l'avaient prévu, les traités signés par les autres les engagent eux aussi. Les lions de l'opposition deviennent de pitoyables moucherons sous les ors de la République.

Autrement dit : la faute à pas de chance, ils se retrouvent à gouverner à l'insu de leur plein gré ; « pas de bol », dit aux journalistes le président en exercice François Hollande, qui montre de la sorte qu'il n'ignore rien du rôle tenu par la dialectique dans la *Phénoménologie de l'esprit de Hegel*. Chaque fois, la faute aux autres, jamais la leur.



Dès lors, la logique infernale et séculaire, séduction, élection, trahison, fait la loi. Le résultat est que d'aucuns font une longue carrière dans la politique bien qu'ayant tout dit et le contraire de tout.

Par exemple, Mélenchon, trotskyste pendant quatre ans, socialiste mitterrandien pendant plus de trente ans, sénateur du Parti socialiste pendant près de vingt ans, sept ans bien appointé comme député européen, votant « oui » à Maastricht, et, oui oui, défendant la monnaie unique de ce projet-là, et, oui oui, fustigeant dans la presse les Danois qui, eux, avaient voté « non », et, oui oui, aujourd'hui héraut de la gauche opposée à celle qui l'a nourri et qu'il a nourrie pendant les trois quarts de sa vie, Mélenchon, donc, fanfaronne depuis 1986 en faisant partie des meubles de la République vermoulue. Cet homme ne craint pas le ridicule en se réclamant du dégagisme qui pourrait bien le dégager. Que voulez-vous, il a toujours aimé Mitterrand... et Robespierre !

Pendant que certains font carrière en pachas de la politique politicienne, protégés du monde par les notes de frais et les voitures avec chauffeur, couverts de femmes et de cadeaux, nageant dans le strass politicard et les paillettes ministérielles, le peuple, lui, fait toujours les frais de ce cynisme de la classe politique. Le satrape, c'est toujours l' élu ; le cocu, c'est continûment le peuple. Des grands mots pendant la campagne, la séduction, puis, après l'élection, la trahison. Éternel retour de ces choses-là...

Pourtant, quand j'assistais aux réunions effectuées contre le Traité européen en 2005, sur scène, à la salle des fêtes d'Alençon dans l'Orne par exemple, mais aussi ailleurs dans le public, quand je lisais sur le Net les commentaires très judicieux écrits par des anonymes, je mesurais le génie du peuple, son talent quand il se prend en main et cesse de croire les balivernes médiatiques que les médias de masse diffusent à longueur de journée comme aux plus belles heures de la propagande des régimes totalitaires du XXI<sup>ème</sup> siècle.

Ce public, devenu intelligent parce qu'il avait décidé de l'être, pensait. Pour ce faire, il voulait passer outre l'oukase médiatique qui posait l'équation qu'être contre le Traité européen, libéral et dérégulateur, antisocial et populicide, c'était, pour les plus sympathiques insultes, se ranger du côté des ploucs, des bouseux, des paysans, des incultes, des illettrés, des sous-diplômés, des sans-dents, des bac-moins-cinq, des provinciaux et des ruraux bien sûr, mais aussi, pour les insultes les plus fleuries, faire le jeu du Front national, incarner la France moisie, exprimer la pensée rance et nauséabonde ! Après ça, le peuple n'avait plus qu'à aller se pendre s'il voulait éviter qu'on l'étouffe.

On sait ce qu'il en fut ; le peuple a mal pensé ; les politiciens de l'Assemblée nationale et du Sénat l'ont corrigé à la verge de fer. Comme un seul homme, sakozyistes et hollandistes, main dans la main comme larrons en foire, copains comme cochons, ont fait ingurgiter au peuple ce qu'il avait vomi. Ce coup d'Etat du 4 février 2008 fut pour moi le signe du trop-plein.

Pour parler de ce Traité de Lisbonne signé le 13 décembre 2007 et, donc, voté par le Congrès français le 4 février 2008, la notice Wikipédia, prenons la source la plus commune, dit : « Ce traité a été préparé au second semestre 2007 par une conférence intergouvernementale constituée pour pallier (sic) la non-ratification du traité établissant une constitution pour l'Europe de 2004. »

Le diable est dans les détails. Que veut dire cc pallier » ? Tous les dictionnaires renvoient au latin palliare : « couvrir d'un manteau ». J'ouvre le *Petit Robert* qui ne quitte jamais mon

bureau. J'y lis ceci : « Couvrir, dissimuler en présentant sous une apparence spécieuse. » Il donne pour mots associés : « Cacher, déguiser. » C'est avec cette même étymologie qu'on a nommé les soins palliatifs qui couvrent d'un manteau le cadavre qui ne meurt pas assez vite.

Outre le coup d'État des libéraux de droite et de gauche qui ont imposé par le Congrès ce que le peuple avait clairement (55 %) refusé par référendum, il existe un second temps dans l'histoire récente qui m'a convaincu d'en finir avec le modèle jacobin et d'inventer, sinon de retrouver, une autre façon de faire de la politique. En l'occurrence, une façon girondine. Ce second temps, c'est, en Grèce, l'aventure de Syriza et la déconfiture du citoyen Alexis Tsipras.

L'exemple de Tsipras, le héros grec à la fois de Marine Le Pen et de Jean-Luc Mélenchon, le nouveau dieu de l'antilibéralisme européen, cet homme, donc, a montré dans sa superbe comment l'idéologie se fracasse sur le mur du réel quand on n'a pas autre chose à opposer à la souffrance du peuple que les mots de la démagogie.

Ce jeune lion intrépide allait montrer à la face du monde à quoi ressemblait la riposte de gauche à la tyrannie libérale européenne ! Or l'histoire de cet Hercule en peau de lapin témoigne dans les grandes largeurs du caractère illusoire des programmes antilibéraux de droite et de gauche (de Le Pen et de Mélenchon, pour le dire plus trivialement) quand ils restent prisonniers du modèle jacobin.

Tsipras : voilà en effet un homme dit de gauche antilibérale et radicale qui, fier-à-bras, proclamait en tribun avant l'élection qu'il allait renverser la table, qui prétendait que, du passé européen, il allait faire table rase, qui promettait de mettre Angela Merkel à genoux, qui assurait qu'il ferait payer à l'Allemagne sa dette de guerre contractée après l'effondrement du nazisme et qui, une fois parvenu au pouvoir... n'a rien fait !

Quand il a prêté serment, le bravache y est allé sans cravate, montrant ainsi aux caméras du monde entier où résidait sa véritable nature révolutionnaire : pas de cravate, rendez-vous compte de l'audace ! Autre coup médiatique, le matador hellénique a refusé de prêter serment sur la Bible. Dont acte.

Mais que n'a-t-il brandi son athéisme moins médiatiquement en commençant concrètement dans la semaine qui a suivi son élection par imposer un cadastre à son pays (qui n'en a toujours pas... ) afin d'imposer le plus gros propriétaire grec qui est... le clergé orthodoxe ! Le fier-à-bras aurait ainsi montré, d'une part, qu'il était de gauche, d'autre part, qu'il faisait le nécessaire pour faire entrer de l'argent dans les caisses de l'État, ce qui aurait alors permis d'envisager de mettre en route une politique digne de ce nom. Cette politique aurait conféré la souveraineté à l'État et ainsi évité à la Grèce de se faire perfuser par l'Europe, ce qui en faisait, et en fait toujours, un vassal qui ne peut dès lors rien dire.

Il ne fallait pas disposer d'une grande intelligence politique pour savoir qu'une fois arrivés au pouvoir, lui et son programme seraient attaqués par la bureaucratie de Bruxelles qui ferait tout pour les mettre à genoux, lui et son pays. Les choses se sont passées comme il était évident qu'elles se passeraient. L'Europe a mis en route sa machine à broyer les peuples. Simplet, Tsipras s'en est étonné !

Ses réponses, comme sur le reste, ont été médiatiques : la convocation de deux référendums (coûteux en argent public) qui demandaient au peuple s'il accordait encore sa confiance à Syriza et Tsipras ! Elle était acquise par une première élection, qu'avait-il besoin d'enfumer plus et mieux encore son peuple ? Croyait-il qu'avec ces deux palinodies il

pourrait émouvoir la planète en montrant combien l'Europe libérale était méchante et lui gentil ? Naïveté ou bêtise ? Sinon les deux.

Il eut trois fois l'adhésion et le soutien de son peuple. Qu'en fit-il ? Rien. Soit il n'avait pas prévu que l'Europe libérale lui tordrait le bras jusqu'à ce qu'il mette un genou à terre, soit il se montrait d'une immense stupidité. Il aurait dû, sachant cela, prévoir une issue de secours, un plan B, autrement dit : une politique internationale alternative en dehors du cercle européen libéral.

Il fallait sortir de son chapeau, au lendemain de l'épreuve de force décidée par Bruxelles, un jeu gagnant montrant aux technocrates et bureaucrates européens des alliances avec des pays hors du club néolibéral d'État : la Chine, la Russie, l'Inde, l'Amérique du Sud, par exemple.

Certes, depuis des années, dans les médias d'État, ces pays sont présentés comme le diable par les militants du Bon Dieu libéral qui, eux, préfèrent l'Arabie saoudite, le Qatar, les Émirats arabes et la Turquie, autres pays bien connus pour leur amour de la démocratie et leur gentillesse avec les peuples. Il aurait fallu à Tsipras et aux siens ne pas craindre la meute des journalistes et l'indignation des faiseurs d'opinion publique européenne en expliquant que la politique internationale n'est pas une affaire de moraline, de sucre candi et de guimauve médiatique, mais d'équilibre des forces entre les puissances. Chacun pèse ce que pèsent ses alliances.

Faute de lucidité sur la nature de la riposte prévisible de l'État européen qui impose le libéralisme avec brutalité et cynisme (la main de fer dans un gant de fer) ; faute d'une stratégie (sortir de l'Europe libérale et de sa monnaie, l'euro) avec une tactique (la construction d'un autre pôle magnétique européen avec des alliés hors Europe) ; faute d'une grande vision et d'un dessein historique (contrebalancer le poids de l'Europe libérale par la construction avec la Russie d'une Europe historique, géostratégique et politique), faute de tout cela, l'antilibéralisme de gauche, dans sa formule jacobine, a montré son impéritie, son engluement dans l'idéologie, son incapacité à voir le réel, son incompetence à inventer une gauche post-jacobine.

Je n'ai entendu depuis ni Marine Le Pen ni Jean-Luc Mélenchon, compagnons de route de cet homme, de ce parti, de ce projet, faire amende honorable et avouer que cet échec devait les conduire à penser autrement.

On pourrait convoquer également le cas de l'Espagne et d'un Podemos lui aussi englué dans l'idéologie et lui aussi incapable de prendre sa part concrète du pouvoir pour changer la vie des Espagnols les plus brutalisés par la religion du Veau d'or européen. Pablo Iglesias et Xavier Domènech, les dirigeants de Podemos, ont eu beau s'embrasser sur la bouche à la manière soviétique au Parlement devant les caméras du monde entier le 2 mars 2016, ils n'ont obtenu qu'un bazar de presque une année pendant lequel l'Espagne n'a pas été gouvernée, avant que ne revienne aux manettes le conservateur Mariano Rajoy grâce au soutien des socialistes ! On a vu stratégies plus révolutionnaires...

De la même manière que les trahisons de Syriza et de Tsipras ne sont payées que par le peuple, toujours aussi pauvre, mais plus pauvre encore pour avoir perdu l'espoir, la posture d'un Podemos qui a les mains propres, mais qui n'a pas de mains, laisse là aussi le peuple dans sa misère et là encore sans plus aucun espoir. Les véritables extrémismes se nourrissent de ces ultimes reniements.

On a vu Yanis Varoufakis, le ministre des Finances du gouvernement Tsipras, photographié dans *Paris Match*. Tout va bien pour lui qui enseigne l'économie dans une université américaine (!), et qui, de ce fait, fonctionne comme idéologue en chef plus soucieux de la beauté de ses idées dans un amphithéâtre que de leur capacité à changer la réalité de la rue : belle maison au pied de l'Acropole avec beau balcon dans un beau quartier avec belle vue sur le Parthénon ; belle femme blonde avec un beau décolleté et une belle robe moulante dans un bel intérieur avec beau piano rutilant dans un intérieur au beau design ; belle bibliothèque avec un livre en anglais (!) ouvert dans les mains du penseur qui regarde sa belle chérie ; belle scène d'amour où sa belle femme lui saute dans les bras ; belle scène où le maître de maison plonge de grands couverts dans un saladier posé sur une table regorgeant de beaux produits bien frais. Il voyage en classe éco, nous dit le journal — preuve donnée à ceux qui en douteraient encore qu'il est donc bien de gauche... Pour ceux à qui il faudrait appuyer le clin d'œil, on peut également citer cette confidence faite à... *Paris Match* : « Je méprise le star-système. » Preuve définitive qu'il est bien de gauche.

Voilà probablement pourquoi cet homme a été accueilli en héros à la Fête dite de l'Humanité par Pierre Laurent et Jean-Luc Mélenchon. Cet homme qui se dit « marxiste libertaire » tout en affirmant « être d'accord sur 80 % des choses » avec Emmanuel Macron (Europe 1, 19 avril 2016) a démissionné après avoir échoué, mais la gauche antilibérale en fait tout de même un héros !

Étrange façon de voir les choses : admirer un homme qui a échoué avec ses idées et s'inspirer de ce qui l'a conduit dans le mur renseigne sur l'incapacité de la gauche jacobine à inventer une nouvelle façon de faire de la politique. Il est vrai que cette même gauche antilibérale jacobine fait de Kerviel, un trader pris la main dans le sac, l'un des héros de sa geste nouvelle. On a les Che Guevara qu'on peut !

Ni le libéralisme jacobin de Hollande, Hamon, Macron, ni l'antilibéralisme jacobin de Mélenchon, de Nicolas Dupont-Aignan et du Front national version Philippot qui est celui de Marine Le Pen, ni le libéralisme jacobin de Fillon ne sont la solution — car ils sont le problème...

La solution passe par un changement radical de logiciel, par l'abandon de ce qui échoue depuis si longtemps et auquel contribue la totalité du personnel politique arc-bouté sur ses prébendes depuis des années. Tous les pantins de cette future comédie des présidentielles ont joué un rôle dans la politique et les gouvernements successifs qui nous ont conduits au bord du gouffre.

Le peuple qui fait les frais de cette oligarchie depuis tant d'années doit pouvoir reprendre la main et activer la phrase de La Boétie qui disait : « Soyez résolu de ne plus servir, et vous voilà libres. » Il n'est pas de sauveur suprême et la solution se trouve clairement entre les mains de ceux que la politique concerne. Si la démocratie est vraiment, ce que je crois, le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple, alors les choses sont simples : que le peuple y aille, lui-même, directement, et qu'il congédie ceux qui prétendent parler pour lui tout en lui faisant les poches. Le même La Boétie disait aussi : « Ils ne sont grands que parce que nous sommes à genoux. » Il suffit de se relever.

## 4. État des lieux

### *La tyrannie du libéralisme d'État*

Quand, le 30 octobre 1793, le Tribunal révolutionnaire de Robespierre condamne les députés girondins à être décapités, c'est à une sensibilité politique française qu'il s'apprête à couper la tête. Nous vivons toujours dans la flaque de sang répandue par les robespierristes et dans le deuil de ce qu'aurait pu être la Gironde si elle n'avait été exterminée, elle, sa pensée, ses hommes, son histoire et sa mémoire.

Que fut-elle, cette Gironde qui ne s'appelle ainsi que tardivement et qui ne fut nommée telle que par ses ennemis montagnards ? Une constellation, bien sûr, mais de toute façon le réel a plus la forme d'une constellation que d'un monolithe. C'est la plupart du temps l'écriture de l'histoire qui fait l'histoire et lui donne la forme factice d'une pierre taillée. Il y avait une aile droite et une aile gauche dans la Gironde, comme dans tous les partis. Et l'on peut toujours condamner la totalité de cette énergie libertaire en regard de l'une de ses parties réduite au propos tenu par l'un ou l'autre des Girondins, dans un temps où les discours chassent les discours et les idées charriées avec le jour qui tombe. À l'ouverture des états généraux, tous sont monarchistes, Robespierre en tête...

Il y eut donc de nombreuses définitions de la Gironde, presque toutes prenaient soin de dire l'impossibilité d'en fournir une ! Lamartine écrivit une *Histoire des Girondins* qui fit beaucoup plus de mal que de bien à ce courant de pensée, car elle fut écrite par lui à la gloire des Montagnards ! Autrement dit : en soutien mémoriel à ceux qui envoient les Girondins à l'échafaud !

Les Girondins ont été accusés de tous les maux par les partisans du jacobinisme qui ont été les vainqueurs de l'histoire. Ainsi le fédéralisme, *qu'ils n'ont jamais revendiqué*, leur a été reproché comme preuve qu'ils attentaient à l'unité de la Nation et que, de ce fait, ils souhaitaient restaurer la monarchie ! Ce ne fut pas la moindre vilénie, mais cette scélératesse intellectuelle fut fort utile pour laisser croire qu'ils voulaient abolir la Nation et qu'ils méritaient donc qu'on les raccourcisse. La meilleure façon de ne pas envisager leurs thèses, c'est de les calomnier, de les travestir, de les criminaliser. Flétrir une pensée, c'est toujours la pourrir.

Essayons tout de même une définition : les Girondins préfèrent convaincre par la raison plutôt que par la terreur ; ils sollicitent l'intelligence et la raison des citoyens et non les passions tristes qu'amplifient les Montagnards et les Jacobins : jalousie et envie, ressentiment et convoitise, rancœur et amertume, méchanceté et rancune ; ils font du verbe un moyen pour parvenir à leurs fins et non une fin qui finit par affoler la rhétorique dans le dessein de fonder une religion du concept ; ils sont disciples de Beccaria, le philosophe italien partisan de l'abolition de la peine de mort et donc opposants au Tribunal révolutionnaire, à la Terreur et au gouvernement par la guillotine ; ils votent la mort du roi,

pour le principe, mais avec sursis, pour la congruence intellectuelle avec l'auteur du traité *Des délits et des peines* ; ils récusent la spontanéité révolutionnaire sanguinaire de la rue, ils refusent la faux et la pique du sans-culotte comme horizon indépassable de la politique et lui préfèrent l'ordre des raisons ; ils contestent la centralisation et le pouvoir entre les mains d'un seul, en ce sens ils sont contre le principe monarchique réactivé par les Jacobins.

Et puis, voilà pourquoi ils intéressent le proudhonien que je suis, ils ne méprisent pas les régions, les provinces, la forme administrative et laïque donnée par les anciennes paroisses, car ils pensent que *le pouvoir ne doit pas descendre de la capitale, exercé par des chefs, mais monter des territoires, inspiré par les peuples*. C'est, je crois, la leçon majeure qu'ils nous donnent et qui, depuis 1793, se trouve sinon méprisée, du moins négligée par l'historiographie dominante, néo marxiste, totalement inféodée au modèle jacobin.

Pendant presque un siècle, l'histoire de la Révolution française est la chasse gardée des marxistes devenus léninistes ; avec Mathiez et Soboul, le PCF, jacobin jusqu'au bout des ongles, fait de Robespierre son héros parce que Lénine avait pour lui les yeux de Chimène. La domination du marxisme dans la culture pendant plusieurs décennies a fait de la pensée girondine ce qu'Oulianov, l'inventeur du goulag, en disait : une formule contre-révolutionnaire et petite-bourgeoise !

Or, la pensée girondine n'a jamais voulu le fédéralisme comme instrument destiné à faire éclater la République, contrairement à la légende répandue par les Jacobins, mais comme une autre modalité de l'organisation politique qui ne fasse pas d'une poignée de politiciens concentrés à Paris, dans un club, l'horizon indépassable de la démocratie.

Rappelons tout de même une chose rarement dite : la Convention, qui passait pour l'oracle révolutionnaire auquel il fallait se soumettre sous peine de mort, était loin de représenter la majorité des électeurs — dont les femmes, évidemment, ne font pas partie, pas plus que les citoyens dits passifs, autrement dit trop pauvres, qui sont presque la moitié de la population... Au complet, la Convention est censée représenter 315 000 suffrages, autrement dit 4 % de la totalité des citoyens actifs. Dès lors, quand elle se dit habilitée à parler pour le Tout, elle invente une technique du coup d'État. Les élections à cette époque ressemblaient à ce qu'elles sont toujours dans les pays les plus corrompus de la planète avec bourrage d'urnes, falsification des procès-verbaux, manipulation des illettrés, intimidation des électeurs, détournement de suffrages — un jeu dont l'historien Patrice Guenifey assure, dans *Le Nombre et la Raison : la Révolution française et les élections* qu'il était savamment pratiqué par les Jacobins.

Revenons aux Girondins. Dans son *Histoire politique de la Révolution française*, Alphonse Aulard écrit : " La politique des Girondins tendait à établir un régime normal (sic) où les départements auraient la même influence légale que Paris. » On n'a jamais mieux et plus brièvement défini ce que fut la politique girondine.

Si, aujourd'hui, tant de Français aiment la politique mais détestent autant les politiciens, c'est parce qu'ils ont compris, même confusément, que la formule centralisatrice et jacobine du pouvoir a fait son temps alors qu'aucun homme politique qui se présente à l'onction du suffrage universel ne la récuse. Aucun.

Et pour cause : une fois élu, cette formule étatique assure au président de la République un statut de monarque comme nulle part ailleurs — sinon dans des pays où la démocratie ne fait pas la loi. Le jacobinisme assure la permanence de la monarchie avec un homme

transformé en César que rien ne peut atteindre sous prétexte qu'il serait sacré et consacré, ondoyé et lustré par le suffrage.

Son immunité récemment (2007) inscrite dans le marbre de la loi témoigne de cette extraterritorialité présidentielle, alors que le chef de l'État, autant qu'un autre, sinon, à mes yeux, plus qu'un autre, devrait être redevable de ses faits et gestes et de ses actions devant la loi pendant son mandat.

La Constitution de 1958 a été pensée par un général de Gaulle qui a voulu tenir dans une même formule politique la république et la monarchie : le président est élu par le suffrage universel direct, il devient de la sorte un monarque républicain ; mais il est redevable de son action auprès des citoyens qui l'ont élu et qui ne sont pas ses sujets. La mécanique qui permet cet équilibre est le référendum, un genre de guillotine conceptuelle : une fois investi du pouvoir par le peuple, le président revient vers lui et le sollicite régulièrement afin de disposer d'un avis qu'il respecte et honore.

Le résultat populaire franc et net du référendum de 2005 contre la formule libérale de l'Europe tenu pour quantité négligeable par Nicolas Sarkozy et François Hollande, donc par l'UMP d'alors, puis par le PS soutenus par leurs élus au Sénat et à l'Assemblée nationale, a été un moment majeur dans la désaffection des Français pour cette façon de faire de la politique. Ce fut un acte de pur cynisme de la part de politiciens qui déchiraient ainsi un cahier de doléances dûment rédigé sans ambiguïté. Ce mépris de la parole exprimée par le peuple a prouvé que le personnel politique au pouvoir ne gardait de la Vième République que sa partie monarchique dans sa formule la plus autocratique. Ce coup d'État fut un Petit-Clamart réussi.

A l'heure où tout le monde se prévaut du général de Gaulle, qui l'imagine sollicitant un référendum pour décider de s'asseoir dessus après l'avoir perdu ? De Gaulle fit même l'inverse : il alla au référendum sur la régionalisation (ses Brutus lui avaient saboté un référendum sur la participation, trop autogestionnaire à leur goût... ) en sachant que la droite, à l'époque Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing, le lui ferait perdre. Bien qu'il ait largement gagné les élections législatives de juin 1968, le général souhaitait un référendum qui l'adoube et le confirme, et ce, sous forme de plébiscite. La clique politicienne de ces deux-là, qui devinrent ensuite présidents de la République, il n'y a pas de mystère, inauguraient l'ère des petites frappes en politique. Tous deux consacraient également la sortie de l'Histoire du pays et le faisaient entrer dans l'écume des choses.

Cette dérive autocratique, autoritaire et jacobine dispose aujourd'hui de ses intellectuels : ce sont tous ceux qui ont récemment traîné dans la boue les électeurs anglais ayant voté pour la sortie de leur pays des griffes d'une Europe autocratique qui ne vit que de souverainetés nationales détruites.

Ainsi, pour Bernard-Henri Lévy : « La démocratie n'est la loi de la majorité qu'à condition que cette loi fasse droit aux droits des minorités », *Le Point*, 14 juillet 2016. Autrement dit : la démocratie, ce doit être la loi de la minorité pour peu que BHL s'y trouve. Pour Cohn-Bendit : « Il faut arrêter de dire que le peuple a toujours raison », *L'Express*, 5 juillet 2016. Autrement dit, quand le peuple s'exprime autrement que comme lui, il a tort. Pour Gaspard Koenig, normalien et agrégé de philosophie : « Oui à la démocratie, non au "peuple", fiction de romancier », *Figaro Vox*, 24 juin 2016. Autrement dit, la démocratie qui est gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple peut bien exister, mais, de

préférence, sans le peuple. Pour Jacques Attali : « Certes, il a toujours été admis qu'en principe, en démocratie, le peuple peut décider de tout. Il n'empêche », écrit-il avant de théoriser l'interdiction pour le peuple de voter sur ce qu'Attali nomme « un progrès irréversible », l'Europe libérale en étant un, évidemment, *L'Express*, 20 juin 2016. Autrement dit : ne laissons pas le peuple s'occuper des choses sérieuses que les élites, dont il fait partie, se gardent pour elles. Pour Alain Minc : « Ce référendum n'est pas la victoire des peuples sur les élites, mais des gens peu formés sur les gens éduqués. ( ... ) Si les élites diplômées représentaient 48 % du peuple anglais, cela ferait un pays très démocratique », dans *Le Figaro*, 29 juin 2016. Autrement dit, variation sur le thème d'Attali : n'accordons le droit de vote qu'aux bac-plus-dix et que les autres regardent passer les trains. Pour Luc Ferry, le référendum est « un gadget à éviter ! » : « On objectera que mes propos sont outrageusement élitistes, que je bafoue avec légèreté le principe fondamental de toute légitimité démocratique selon lequel vox populi vaut vox dei. Au fond, ce n'est pas faux, car je n'y ai jamais cru », *Le Figaro*, jeudi 7 juillet 2016. Autrement dit, laissez faire les diplômés, dont je suis, et les choses iront pour le mieux. Les choses ont ainsi le mérite d'être claires.

On retrouve le même réflexe pavlovien à l'œuvre dans les commentaires de l'élection de Donald Trump aux fonctions suprêmes des États-Unis. Pour éviter d'avoir à repenser ce qu'il n'aura peut-être que peu pensé, BHL déplore l'échec d'Hillary Clinton. Dans « Hillary Clinton : identification d'une femme » (*Le Point*, 10 novembre 2016), il explique pourquoi « cette femme admirable et digne, si droite sous les crachats, si pudique, si intègre » n'a pas été élue : parce qu'elle ne pouvait vouloir l'être que pour venger l'affront infligé par son mari en s'installant elle-même dans le bureau ovale dans le seul but de laver l'offense de la célèbre gâterie. Le peuple n'a donc pas voté pour Trump, il a voté contre Hillary Clinton parce qu'elle ne pouvait être que mue par les passions basses d'une femme qui avait envie de se venger. Le peuple ne sachant être qu'une bête conduite par les passions les plus basses, il faut bien expliquer pourquoi il a mal voté.

Je n'aurai pas la cruauté d'inviter BHL à lire un excellent article paru dans *Le Point* daté du 9 octobre 2008 et qui était intitulé: « Mon pronostic sur l'élection américaine ». Cet article oraculaire parlait des Clinton comme des « nouveaux Thénardier de la politique américaine » ; il était signé par un certain BHL... Pas plus que je ne lui demanderai de relire son « Pourquoi Trump va perdre » publié sur son site Bernard-Henri-Lévy.com daté du 15 août 2016, dans lequel il écrivait : « Je parie, contrairement à Michael Moore, sur sa défaite. » BHL devrait moins parier et plus penser. Pareil homme est une bénédiction pour les bookmakers : il suffit de parier sur le contraire de ce qu'il prédit pour gagner ! Le spécialiste autoproclamé de l'Amérique, auteur d'un *American vertigo* spécialement confectionné pour lui ouvrir les portes des États-Unis, qui lui sont pourtant restées fermées, peut, comme il y invite les autres en conclusion de son billet, commencer à « relire Tocqueville ». Sinon à le (vraiment) lire...

Faut-il rappeler à cette élite en place depuis les décennies qui ont suivi Mai 68, et dont fait partie BHL, que c'est son programme européiste, libéral, postnational, anti-souverainiste, atlantiste, libre-échangiste, cosmopolite, qui fait la loi sans partage ? Et qu'on a vu où il nous a conduits ! Chômage, pauvreté, misère, paupérisation, bellicisme, terrorisme... Avec de pareilles élites, on comprend que le peuple ait envie de donner des gifles. Sa grandeur est tout entière dans sa retenue.



Selon ces Saint-Jean-bouche-d'or, l'abomination de la désolation économique devait suivre un vote en faveur du Brexit : on a vu, tout va très bien en Angleterre, sinon mieux... Une fois de plus, ils se sont trompés. La haine du référendum, voilà le marqueur du mépris du peuple et le signe de ralliement de ceux pour lesquels la raison d'État libérale fait la loi.

Nous sommes entrés dans l'ère d'un totalitarisme nouveau, souriant et brutal, aimable et assassin : l'ère du néolibéralisme d'État qui, un comble, impose le libéralisme, qui est extension des libertés par le haut, de façon autocratique, autrement dit par la réduction des libertés.

Il existe un second signe montrant que la monarchie républicaine gaullienne est devenue monarchie après avoir perdu tout sens républicain : le surgissement dans les faits de la cohabitation. Lors d'un septennat, l'élection intermédiaire offrait l'occasion de vérifier auprès du peuple qu'il adhérait toujours, ou pas, au projet présidentiel. Si l'élection était perdue, dans l'esprit gaulliste républicain, la démission s'imposait. Dans l'esprit monarchique jacobin, le président reste et se pose en recours royal.

Avant les législatives de 1978, l'homme qui poignarda le général de Gaulle dans le dos lors du référendum de 1969, j'ai nommé Valéry Giscard d'Estaing, avait examiné l'hypothèse de les perdre. En toute modestie, il avait envisagé la cohabitation, bien sûr, et le repli... à Versailles ! Sa récente particule y aurait probablement trouvé dorures à son goût.

La cohabitation montre une schizophrénie à la tête de l'État. Son chef se présente alors comme un roi, Louis XIV soucieux de ses grands travaux pour Mitterrand, Childebart roi fainéant pour Jacques Chirac, président à la morgue suffisante pour l'un, premier des Français à la paresse indolente pour l'autre. Un Rastignac monté de Jarnac ; un play-boy venu de Bity.

Et la France, pendant ce temps ? « Rien à faire ! » disait le premier, qui se croyait Mazarin, « Rien à foutre ! » clamait le second, qui se prenait pour Henri Queuille. Retiré sur son Aventin en dehors des conseils des ministres, le président de la République n'avait cessé de mettre des bâtons dans les roues du gouvernement qui n'était théoriquement pas de son bord, bien que, sur l'essentiel, ils partageassent les mêmes visions jacobines et libérales des choses et du monde.

Les Français tournent le dos à la politique politicienne pour une troisième raison : au mépris de la parole populaire référendaire et aux guerres picrocholines occupant le sommet de l'État lors des cohabitations, ajoutons l'absence de représentativité au Sénat et à l'Assemblée nationale.

Il est dans l'air du temps de veiller à la parité entre les deux sexes, c'est bien ; entre les couleurs aussi, c'est bien également. Mais on ne se soucie guère de représenter avec autant de zèle d'autres minorités françaises. Je songe à des catégories oubliées dans la représentation : les jeunes, les paysans, les ouvriers, les employés, les femmes de ménage, les chômeurs, les petits commerçants, les caissières, les artisans, les marins-pêcheurs, les demandeurs d'emploi, les chauffeurs de taxi, les autocaristes, les routiers et autres professions qui empêchent leurs acteurs de se consacrer à autre chose qu'à leur métier.

Ceux que jadis, dans un entretien pour le *Figaro*, j'avais appelés le peuple old school, le peuple des romans de Vallès et des dessins de Tardi, des photos de Willy Ronis et des chansons de Ferrat, du cinéma de Marcel Carné et des poèmes de Prévert, des bistrotts de

Blondin et des répliques d'Audiard, du verbe de Marchais et de la plume de Roger Vailland. Le populo, la gouaille, le jardin ouvrier, la tonnelle, la guinguette, le vin blanc et l'accordéon — un peuple auquel parlait alors le socialisme éborgné depuis par Mitterrand, dépecé par Jack Lang, égaré par Bertrand Delanoë, éviscéré par Pierre Bergé, épuisé par Hollande, boboïsé par Anne Hidalgo, jeté aux poubelles de l'Histoire par Emmanuel Macron. C'est cette gauche-là, socialiste et libérale, mondialiste et populicide, qui éructe depuis plus de trente ans : « Salauds de pauvres ! » et qui s'étonne des succès de l'entreprise Le Pen & Cie.

La distorsion empêchant que la sociologie des élus ne recouvre la sociologie des électeurs s'effectue par les partis qui, seuls, désignent, investissent, financent et, in fine, permettent de sélectionner celui qui va participer au processus et qui, de ce fait, constitue une oligarchie à la botte du parti. Ne parlons pas du Sénat, qui est une dispendieuse hérésie antidémocratique tout à la gloire des états-majors des partis, mais de l'Assemblée nationale, où le paysan n'existe que s'il a été patron d'une centrale syndicale, l'autocariste que s'il est propriétaire d'une flotte de véhicules, le patron pêcheur que s'il envoie ses employés à la mer sur sa flottille à partir de son bureau, l'ouvrier que s'il est permanent d'un syndicat ou d'un parti. La représentation nationale n'est pas nationale, mais partidair.

La preuve : de petits partis qui servent d'appoint électoral, donc électoraliste, aux grandes formations parvenues au pouvoir, les fameuses « majorités présidentielles », se trouvent éhontément surreprésentés en termes de présidence et de vice-présidences aux deux chambres. Ce qui permet à ces confettis de souveraineté de disposer de beaucoup d'argent et autres avantages eu égard au peu qu'ils représentent.

En même temps, quoi qu'on pense d'elle, de son parti, de ses idées, de son programme, Marine Le Pen et les siens, autour desquels s'organise désormais toute la vie politique française, n'existent pas dans la représentation nationale. « Elle n'est pas démocrate », « Elle est antirépublicaine », « Elle est un danger pour la liberté », disent les néolibéraux d'État de droite et de gauche, mais aussi les antilibéraux de gauche avec lesquels elle partage tant d'idées. Soit. Qu'on le prouve alors, qu'on le montre et le démontre, puis qu'on l'interdise. Songeons même, si c'est le cas, à la mettre en prison après avoir pris soin de dissoudre son parti en même temps que le peuple qui vote pour elle.

Si on ne le prouve ni ne le démontre, alors qu'on la laisse exister en représentant les électeurs qui votent pour elle et son parti. Ce serait la seule façon de montrer qu'à chaque fois que ses équipes sont au pouvoir, localement par exemple, elles gèrent en amateurs et se font plus connaître par du fait divers (repeindre une œuvre d'art comme si c'était du simple mobilier urbain par exemple, interdire l'étendage du linge aux fenêtres, prélever les déjections canines pour en extraire l'ADN afin de poursuivre les propriétaires indécents, résilier un abonnement au *Canard enchaîné* dans une médiathèque, promouvoir la messe avant la corrida, programmer Laurent Baffie et Patrick Sébastien à la saison culturelle... ) que par l'instauration de leur programme qui n'est finalement qu'un attrape-mouche.

Que les états-majors du PS et des Républicains, soutenus par les médias qui s'en nourrissent goulûment, cessent de travailler en permanence à sa montée en puissance dans l'espoir que leur candidat social-démocrate se retrouve face à elle au second tour des présidentielles ! Car on comprend bien que, pour eux, il faut qu'elle y soit afin de permettre l'argument faisandé du « le chaos fasciste ou moi ! », seule façon de continuer à sévir pour les nullités qui échouent depuis des années à changer les choses comme leurs professions de foi l'indiquaient.

Les candidats du futur sont tous des exécutants du passé : ils ont été présidents, premiers ministres ou ministres, ils ont contribué à l'état des choses tel qu'il est — crise de confiance à l'endroit des élites, pandémie d'illettrisme à l'école, chômage endémique, budgets de guerres contre budgets sociaux, donc terrorisme dans nos rues, précarisation de toute la société, pleins pouvoirs donnés à l'argent, déculturation au plus haut niveau, construction despotique de l'opinion, transformation du peuple en populace, infantilisation de la société, etc.

Comment pourraient-ils faire demain ce qu'ils ont été incapables de réaliser pendant des décennies? « Parce que je n'avais pas le pouvoir suprême », disent-ils ! Mais comment pourrait-on exceller dans l'exercice du plus grand pouvoir quand on a été incapables de seulement s'illustrer, je ne parle même pas de briller, dans le plus petit ? Par quelle étrange alchimie un mauvais ministre pourrait-il faire un bon président ? Ou un mauvais premier ministre devenir un excellent chef d'État ? Nul un jour, nul toujours...

Si les Français en ont assez des politiciens et pas de la politique, c'est parce qu'ils ne sont pas dupes de ce qui est advenu à la gauche depuis que Mitterrand a tué le socialisme en se montrant incapable d'en réinventer la formule une fois arrivé au pouvoir, depuis aussi que le PCF a été impuissant lui aussi à proposer une version nouvelle du communisme dissociée des diktats de l'URSS.

Cette longue et lente fatigue est également advenue parce que, à droite, Giscard, Chirac ou Sarkozy n'ont eu de cesse de prétendre se distinguer des socialistes tout en menant exactement la même politique, à savoir un paradoxal libéralisme d'État mâtiné de progressisme sociétal. Les acteurs de cette droite-là n'ont jamais autant outré la différence dans le détail, le style des hommes la plupart du temps, que quand ils se ressemblaient sur l'essentiel, le programme européiste. La lutte se fait pour l'emballage, mais c'est celui d'un même produit. Nageur velu pour Giscard, sphinx marmoréen pour Mitterrand, grand échalias électrique pour Chirac, petit joggeur énervé pour Sarkozy, hydrophile mou pour Hollande, mais tous VRP d'une Europe libérale payée au prix d'un bradage de notre souveraineté. Ruban rose à gauche, ruban bleu à droite, ruban orange au centre, mais la boîte de laxatif reste la même.

J'écris « paradoxal libéralisme d'État » parce qu'il entre dans la définition du libéralisme de lutter contre l'État, voire, dans sa formule la plus radicale, libertarienne en l'occurrence, d'en faire totalement l'économie. Dès lors, un libéralisme d'État semble un oxymore. C'en est un, en effet. Il définit cette étrange chimère qui consiste à imposer le libéralisme par des directives étatistes, jadis venues de l'État français jacobin, puis, depuis Maastricht et l'abandon de la souveraineté française, en provenance de l'État européen, lui aussi imbibé par le modèle jacobin.

Ce libéralisme-là n'a pas grand-chose de libéral : il en a en fait tous les inconvénients, les pleins pouvoirs donnés au marché, mais organisés par l'État, et aucun avantage, par exemple : moindres coûts, souplesses et facilités pour l'utilisateur, le consommateur et le citoyen. L'informatique qui pouvait servir le projet libéral ne sert plus que l'horizon de servitude volontaire des citoyens asservis à l'appareil par lequel ils livrent tout sur eux aux multinationales qui organisent ensuite la production et la consommation des produits en regard de ces informations.

Les Français ont également compris que la ligne de partage entre droite et gauche, si elle reste d'actualité, et elle reste d'actualité, n'est plus la seule. Car ces deux camps sont eux-mêmes traversés par deux autres camps : les libéraux et les antilibéraux. De sorte que s'opposent désormais la droite et la gauche libérale (Les Républicains & les électeurs du PS qui, par exemple, votent ensemble contre Marine Le Pen aux régionales sous prétexte d'interdire aux fascistes de diriger des régions !) et la droite et la gauche antilibérale.

Les libéraux de Fillon et ceux de Hollande font semblant de se battre quand, en fait, ils montrent leur véritable visage de complices cyniques et de compères nocifs pour se maintenir au pouvoir et empêcher d'y accéder ceux qu'ils présentent, pour les besoins militants de leur cause européiste et libérale, comme des fascistes prêts à faire tomber la démocratie et la République — ce qu'eux ne s'appêtent pas à faire pour la simple et bonne raison qu'avec leur refus de prendre en considération le référendum antilibéral de 2005, ils ont déjà commis ce forfait. Ils ont tué la démocratie et la République.

Voilà l'état des lieux qui conduit tant de Français à s'abstenir de voter, comme moi, à voter blanc, à voter nul, voire à voter pour un candidat protestataire, juste pour dire qu'ils en ont assez de cette palinodie, sinon à voter contre, sans souci de savoir pour quoi et pour qui ils votent en agissant de la sorte. Hollande fut ainsi élu président moins pour le devenir puis l'être que pour évincer celui qui l'était et dont une majorité ne voulait plus. Est-ce ainsi que la démocratie doit vivre ? Bien sûr que non ...

## 5. Que faire ?

### *En finir avec le populicide*

Que faire ? Se proposer radicalement d'en finir avec ce que je nomme un populicide. Le mot est inventé par Gracchus Babeuf, qui passe non sans raison pour être l'inventeur du communisme, il n'est donc sûrement pas un dangereux contre-révolutionnaire, un catholique intégriste parfumé à l'eau bénite ou un monarchiste soucieux de remettre le roi sur le trône. Rien, donc, d'un conservateur aux pensées « rances », d'un réactionnaire aux idées « nauséabondes », d'un auteur emblématique de la France « moisie », s'il me faut recourir au vocabulaire de la gauche olfactive incapable quant à elle de sentir ses propres odeurs de pourriture.

Babeuf est un révolutionnaire qui écrit contre les tyrans et n'estime pas qu'il y aurait de mauvais tyrans, les rois, et de bons tyrans, les Jacobins, mais qu'un tyran est toujours mauvais parce que tyran. Voilà pourquoi il écrit des pages terribles mais justes contre Robespierre, Jacobin en chef, auquel on doit la destruction programmée de la Vendée coupable de résister aux diktats parisiens — ce que, le premier dans l'Histoire, Gracchus Babeuf nomme un populicide. Le mot apparaît sous sa plume en 1794, dans cette acception, dans un texte intitulé : *Du système de dépopulation ou La Vie et les crimes de Carrier*. Le même l'utilise également pour qualifier toute entreprise qui ruine le peuple.

Qui peut nier que la palinodie des cohabitations, l'infamie d'un référendum jeté aux poubelles de l'Histoire, l'impasse du libéralisme d'État, le défaut de représentativité nationale au Congrès, la mutilation d'un pouvoir d'État qui ne dispose plus de souveraineté nationale, la substitution de la communication médiatique à la vision historique, que tout cela, donc, ne définisse un populicide contre lequel le peuple commence à se lever en refusant d'aller voter, en glissant un bulletin blanc ou nul dans l'urne, sinon en choisissant des candidats au seul horizon protestataire ?

Faut-il se contenter de ces formules nihilistes ?

Je ne le crois pas. Voter contre ne sera jamais voter pour ! Vérité de La Palice dans un temps où le bon sens n'est pas la chose du monde la mieux partagée... Se débarrasser de la peste en sollicitant le choléra ne constitue jamais une bonne médecine.

D'aucuns qui se croient modernes et radicaux luttent pour l'établissement de la VI<sup>e</sup> république en oubliant qu'elle a déjà existé : c'était la IV<sup>ème</sup> qui, parlementaire à souhait, donnait moins le pouvoir au peuple qu'aux élus du Parlement, donc à leurs partis, donc aux deux ou trois corrompus qui les dirigeaient ! Car un député n'est rien sans le parti qui l'a fait roi dans un système qui a pour ce faire découpé les zones électorales afin de générer le bipartisme et priver d'existence républicaine quiconque propose des voies alternatives.

Entre jacobins de droite et jacobins de gauche, le ciseau, une fois néogaulliste, une fois miterrandiste, a fonctionné pendant des années pour découper une fine dentelle dans les régions, les départements, les arrondissements, les cantons. Tout ce travail d'orfèvre visait à écarter une commune, en intégrer une autre, équilibrer les suffrages afin de permettre à deux blocs, un de droite, un de gauche, partisans tous les deux du pouvoir centralisateur, de se partager le pouvoir. Une affaire de rhubarbe et de séné — en Molière revu et corrigé par Sarkozy, cela donne : « Passe-moi la salade, je t'envoie la rhubarbe. »

Le système électoral actuel relève toujours de cette subtile mathématique qui nourrit le même projet : les deux plus gros se partagent le gâteau et laissent les miettes à tous les autres, les petits. Voilà pourquoi cette mécanique produit moins un aigle bicéphale qu'un veau à deux têtes...

Celui qui réunit l'exacte moitié des suffrages plus un est tout ; celui qui réunit la même moitié moins un n'est rien. 50,01 %, et voilà presque les pleins pouvoirs; 49,99 %, ce n'en sont aucun.

Cette mécanique fabrique à chaque fois une demi-France ressentimenteuse. La moitié changeant régulièrement, c'est toute la France qui expérimente le ressentiment, une fois en le vivant, une autre en le faisant vivre.

Il faut un système électoral dans lequel cette algèbre funeste cesse de faire la loi. Dans la logique centralisatrice et jacobine, ce système est fait pour produire un chef qui fonctionne comme un roi. En régime monarchique, la souveraineté procède de l'onction divine transmise par primogéniture, elle descend du ciel et relève de la théologie, donc de la théocratie ; en régime démocratique, elle résulte de la simple algèbre empirique qui veut qu'on fasse émerger une volonté générale par l'élection, pourvu, c'est la leçon du Girondin Condorcet, qu'elle soit préparée par des informations et des débats contradictoires. Ce n'est donc pas le principe de l'élection qui est en cause, mais son exercice dans des formes à rénover.

L'État doit être repensé à nouveaux frais. Tocqueville a bien montré dans *L'Ancien Régime et la Révolution française* que, depuis les Capétiens, les rois de France ont travaillé pendant des siècles à la centralisation du pouvoir à Paris. Cette logique qui s'affole avec les siècles ravage les provinces afin de nourrir humainement, idéologiquement, intellectuellement, spirituellement, économiquement, financièrement, fiscalement, culturellement la capitale, étymologiquement la tête, avec le sang et l'énergie des régions.

Le même Tocqueville a également raconté comment la Révolution française n'a rien changé à cet état de fait et que, pire, elle a aggravé les choses. Pour triompher, le jacobinisme a eu besoin de détruire le girondisme. Les révolutionnaires jacobins, Robespierre en tête, ont repris à leur compte cette centralisation monarchiste ; une fois de plus, elle a généré le ravage des provinces : un seul mode de vie, une seule langue, un seul pouvoir, une seule culture élitiste et aristocratique, mondaine et urbaine, théorique et conceptuelle, cérébrale et parisienne, contre la culture empirique et rurale présentée comme primitive. Cette logique a uniformisé les intelligences et les consciences. Le jacobinisme dispose d'une vision totalitariste du réel.

L'abbé Grégoire, à qui l'on doit un terrible *Essai sur la régénération physique, morale et politique des juifs* que personne n'a lu et que, donc, tout le monde célèbre, sans savoir qu'il s'agit d'un texte violemment antisémite, a également commis en 1790 un Rapport sur la

nécessité et les moyens d'anéantir les patois et d'universaliser l'usage de la langue française. Ce texte constitue le bréviaire des ethnocides linguistiques au profit d'une culture de langue française unique, parisienne, urbaine, mondaine, salonnarde qui méprise les cultures empiriques, rurales, paysannes, païennes. Cette uniformisation de la langue agit en propédeutique à l'uniformisation des pensées. Paris devient le centre du monde cultivé, progressiste, intellectuel ; les provinces passent pour arriérées, demeurées, incultes. Nous en sommes toujours là.

La destruction des parlements régionaux le 6 septembre 1790 a vidé tout ce qui n'était pas Paris de sa substance politique. La capitale a sucé le sang des régions comme un vampire celui de sa victime. Les choses n'ont pas changé : les talents nés en province n'ont d'autre destin pour exister que de monter à Paris, comme on monte au ciel, alors que, dans le même temps, on descend en province, comme on se rend aux enfers.

La réponse contemporaine à l'impéritie constatable de l'État fort et puissant, centralisateur et jacobin, ce sont les communes et les pouvoirs de la base, les communautés de communes et les agglomérations, les départements et les régions, ce sont les pouvoirs, pourvu qu'ils soient réels et non cosmétiques, de l'autogestion démocratique. Ceux de la Commune médiévale tout autant que ceux de la Commune de Paris en 1871.

La politique est devenue une affaire de roitelets, de grenouilles qui veulent se faire aussi grosses que le bœuf, de spectacularisation du pouvoir, voire de médiatisation du pouvoir, de petites phrases, de surenchère d'expositions de vies privées, de batailles d'ego comme autant de combats de coqs. Cette politique-là fatigue les Français. D'autant qu'ils savent que, puisque nous sommes défaits de notre souveraineté, ces politiciens qui ne sont plus que des pantins désarticulés dont le moteur est à Bruxelles n'ont aucun autre pouvoir que celui du Verbe — un pouvoir dont, médias aidant, ils usent abondamment.

Le peuple sait que, loin de Versailles où le roi et sa cour s'amuse (ou, aujourd'hui, loin de l'Élysée où la favorite du président invite nombre de ses courtisans, dont un rappeur au casier judiciaire long comme le bras, qui rapporte ensuite sur les réseaux dits sociaux ses ivresses avec le rhum présidentiel...), le pouvoir véritable se trouve hors des visibilités médiatiques, dans le maillage associatif qui constitue une richesse formidable et dont la colonne vertébrale, modeste, est tout simplement la loi de 1901.

Les centaines de milliers de bénévoles français, hommes et femmes, jeunes et vieux, riches et pauvres, diplômés ou non, qui animent des clubs sportifs, culturels, de loisirs, des comités de fêtes, des associations d'alphabétisation, des crèches communautaires, des groupements mutualistes et coopératifs de producteurs, d'agriculteurs, de paysans, de maraîchers, d'apiculteurs, des mutualisations de ventes de produits locaux : voilà ce qui constitue le véritable tissu politique — au sens étymologique du terme : le tissu vrai de la cité réelle.

La cellule de base, la mairie, fonctionne en entité formidable. Elle est fragile parce qu'elle vaut ce que vaut son premier élu : s'il est humainement médiocre, elle est nulle ; s'il est une personne de qualité, elle s'avère un démultiplicateur d'énergies. Ce constat vaut aussi pour le chef de l'État : s'il est grand, la France est grande ; s'il est petit...

Or, la grandeur est rare et la petitesse répandue. Mais plus le pouvoir relève de la multiplicité, plus les probabilités de grandeur sont élevées. Quand tout le pouvoir se trouve entre les mains d'un seul, s'il est mauvais, les dégâts sont considérables. J'en ai connu plus souvent qu'à mon tour dans mon village, Chambois, dans la sous-préfecture de ma

naissance, Argentan, dans mon département, l'Orne, dans ma région, la Normandie ! Certains y sévissent même depuis plusieurs générations.

La taille compte pour beaucoup : le village est gouvernable ; la grande ville l'est moins ; la mégapole ne l'est plus. Quel sens y a-t-il à continuer de vider les campagnes, à tuer les villages, à les transformer en dortoirs, dans les meilleures hypothèses, en cimetières, dans les pires ? Faut-il persister à nourrir ce tropisme assassin pour notre civilisation avec un exode rural dont Jean Ferrat disait déjà en 1965 avec sa chanson tout ce qu'il fallait en penser ?

Je n'aime pas Paris, je n'aime pas les grandes villes qui, avec leur anonymat, déshumanisent, déresponsabilisent, nihilisent, animalisent, amoralisent, criminalisent, perfidissent. J'aime les régions de France — la France qui n'est pas une Idée, ce qui est la pire des idées, mais une géologie devenue accueillante par la géographie et vivante par l'histoire. Elle est donc une chair animée d'un souffle, une vie tangible et vibrante, une énergie sans cesse bruissante, une force active, une puissance. Elle est aussi et surtout la terre de ceux qui l'aiment et y habitent.

J'aime toutes les provinces de France. J'aime ses villages, tous ses villages. Je suis ému par les places et les monuments aux morts, les églises et les fontaines, les écoles communales et les bistrotts, les vieux cimetières et les maisons construites avec les pierres du sous-sol. L'histoire est là, l'âme aussi.

J'ai mal à l'âme quand je vois s'y répandre comme une gale les zones pavillonnaires, les périphéries commerciales, les salles polyvalentes standardisées, les architectures indigentes payées à des dessinateurs qui n'y habitent pas et se contentent de reproduire les dessins aperçus dans leurs revues professionnelles, les ronds-points d'une laideur sans nom confiée à des tâcherons bien payés qui se prennent pour des artistes.

J'ai vu Chambois, dans l'Orne, le village de mon enfance fort de ses cinq cents habitants, passer de la communauté vivante dans les années soixante à la torpeur d'aujourd'hui. J'ai vu les commerces fermer les uns après les autres. Le médecin ? Parti. Le dentiste ? Parti. Le coiffeur ? Parti. Le plombier ? Parti. Le bourellier ? Parti. Le maréchal-ferrant ? Parti. Les deux garagistes ? Partis. Les deux merceries ? Parties. Le marchand de vêtements ? Parti. Le boucher ? Parti. Le marchand de chaussures exilé espagnol ? Parti. Le charcutier ? Parti. L'épicier ? Parti. L'hôtelier-restaurateur chez qui ma mère servait les extras ? Parti. Le bistrotier ? Parti. Et le curé ? Parti lui aussi. La fromagerie qui embauchait presque tout le village ? Vendue, bradée, fermée. Restent un notaire, un café dépôt de presse, une épicerie, une pharmacie, une boulangerie, un coiffeur pour dames, un bouquiniste, mon ami d'enfance resté au village. J'ai vu les vieux quitter leurs maisons, puis tirer leurs volets sur lesquels aujourd'hui sont accrochés des panneaux défraîchis : « A vendre. » Mais plus personne ne viendra vivre ici. Les enfants sont partis ; les petits-enfants ne reviendront plus. Les vieux dorment d'un sommeil mérité dans le cimetière. D'autres sont partis « à la ville » à quelques kilomètres de là et attendent la mort. Je ne parle pas des hospices.

Dans ce même village, on trouve à présent deux lotissements. Le premier bouche la magnifique vue qu'on découvrirait en arrivant par le nord sur le donjon et l'église médiévaux, puis sur le village. L'autre pollue de bruits de famille et de fumée de barbecue le vieux cimetière où reposent mes ancêtres, mes grands-parents, mon oncle, mon père et tant de gens que j'ai connus. Pendant ce temps, à moins de cinq minutes de marche, les maisons centenaires se délabrent dans le cœur du village.



C'est la même chose dans tous les villages de France où je vais. Les villages se bradent, mais il n'y a plus personne pour y vivre, alors que nombreux croupissent dans des villes pathogènes, la « vache multicolore » de Nietzsche, en zombies désorientés, bourrés de somnifères, farcis d'anxiolytiques, chargés d'antidépresseurs, dépendants au tabac ou à l'alcool, aux traitements psychologiques ou psychiatriques sans fin, pas heureux, seuls, déprimés, paumés, angoissés. Personne ne les voit ; ils ne voient personne ; ils errent parmi la multitude.

Un maire volontaire peut empêcher l'asthénie de son village. Deux tiers des Français vivent dans des zones rurales : rien n'est fait pour eux. On pourrait même presque dire : tout est fait contre eux. La ruralité, à Paris, est connotée négativement : c'est soit la campagne honorable parce qu'on y a une résidence secondaire, Lubéron ou côte bretonne, Perche ou planches de Deauville, bassin d'Arcachon ou île de Ré, soit la campagne des demeurés, des ploucs, des arriérés — ceux qui votent mal parce qu'ils refusent de voter pour ceux qui leur font du mal.

Un exemple : dans *Le Figaro* que je lis ce jour, vendredi 16 septembre 2016, le journaliste chroniqueur multicarte Alain Duhamel, originaire de Caen qu'il a quittée pour faire fortune journalistique à Paris, continue, depuis un demi-siècle qu'il sévit, à vendre le modèle de société qui a failli puisqu'il a mis Marine Le Pen non loin de 30 % des intentions de vote aux prochaines élections présidentielles et les terroristes dans la rue. Cet homme qui collectionne les soldats de l'Empire que sa femme lui offre à chacune de ses parutions livresques moque ceux qui ne parlent pas anglais et ignorent la culture américaine : « Combien parlent à peu près correctement anglais ? Ce côté provincial, avec une France quasi villageoise, est un handicap. » Quelques lignes plus loin, il affirme sans sourciller : « Sous la Révolution, les Jacobins enfantaient la modération ! » Ben tiens... On comprend que cet européiste libéral intégriste soit chroniqueur à *Libération* ! Éloge du marché qui fait la loi et de la guillotine conceptuelle qui raccourcit ceux qui la refusent, mépris pour la province et les villages, culte de Paris comme si c'était l'ombilic du monde, Alain Duhamel, honorable membre de l'Académie des sciences morales et politiques, grand officier de la Légion d'honneur, écarté un temps de la chronique pour avoir dit qu'il voterait Bayrou (on a les Napoléon qu'on peut...), est l'homme lige de ce système qui craque de partout.

Les reportages de journaux télévisés construits à Paris par les clones de ce monsieur montrent à l'envi une province de caricature : on y cherche le pittoresque et l'exotique, on y traque le rural comme on chasserait la bête du Gévaudan ou le yéti alsacien, on les cadre bien serrés, on les choisit un peu crasseux, avec un accent, puis on les montre dans la lucarne comme jadis on exhibait les « nègres » dans les zoos.

Souvent les télévisions régionales s'activent dans la servitude volontaire et montrent ce qu'on attend d'eux à Paris — ils envoient la carte postale du vassal qui courbe l'échine devant son seigneur. Parfois, le vassal est appelé près du suzerain ; il fait alors carrière à Paris ; si d'aventure il revient en province un jour ou deux, il s'en faut de peu que ses comparses restés en province ne lui baisent les pieds.

Quand ici ou là des régions revendiquent leur autonomie, elles le font la plupart du temps sur le mode jacobin en supprimant les parlers et patois locaux au profit d'une langue unique décrétée langue régionale par leur Comité de salut public bien peu girondin. Elles détestent la capitale parisienne, mais elles veulent une capitale qui lui ressemble ; elles détestent le

nationalisme français, mais elles se revendiquent nationalistes quand même. Qu'on veuille réaliser le girondisme en province avec les mots, les méthodes et les moyens des jacobins s'avère une triste farce qui montre combien le schéma centralisateur est intégré et produit des réactions pavloviennes !

Contre la politique urbaine qui manque d'urbanité, il faut réhabiliter une politique des provinces construite sur un communalisme qui permet des fédérations jusqu'au degré des régions. La décentralisation ne doit pas en rester à ce qu'elle est, à savoir une charge dont l'État se défait pour en écraser la région comme une mule — la gestion des collèges, des lycées, des routes, du traitement des eaux. Elle doit devenir l'occasion d'un pouvoir direct véritable qui vise une réelle autogestion des provinces dans le cadre d'une nation où l'État n'est pas le père Fouettard jacobin, mais la garantie girondine d'une confédération des régions.

Proudhon raconte tout cela très bien dans *Du principe fédératif*. Mais la tyrannie du modèle marxiste chez les intellectuels a fait de Proudhon une figure détestable et transformé le socialisme libertaire en quantité négligeable. Dès lors, les potentialités proudhoniennes du mutualisme, de la coopération, de la fédération, de la banque populaire, de la révolution pragmatique et concrète, ont été écartées d'un revers de la main. Contre le Marx hégélien, jacobin, urbain, prolétariste, idéologue, faisant de la violence l'accoucheuse de l'Histoire, Proudhon, le paysan girondin qui a gardé les vaches dans son enfance et dirigé sa petite imprimerie, le rural fidèle à la petite propriété terrienne comme garantie contre le communisme dont il savait qu'au pouvoir il générerait autoritarisme et dictature, n'a eu aucune chance. Nous n'avons pas encore donné à Proudhon l'occasion de faire ses preuves dans des formes immanentes.

Pour envisager cette révolution de velours noir, il faut des parlements régionaux dont les pouvoirs sont à préciser pour les détails, le tout dans la perspective d'une plus grande autonomie des régions. La revitalisation des villages, des communes, de la ruralité et des campagnes permettrait ainsi d'incarner une nouvelle écologie à même de déclasser l'écologie urbaine, cosmétique, mondaine et politicienne des bobos — celle qui projette d'ouvrir un centre de naturistes en pleine jungle urbaine ! Il faut une écosophie girondine à même de dépasser l'écologie jacobine.

Il existe une jeunesse française pleine de talents chez les paysans et autres acteurs de toutes les provinces françaises qui n'attendent qu'une seule chose : que le pouvoir sur eux-mêmes et leur destin leur soit restitué dans la perspective d'en finir avec un pouvoir descendu du ciel de la capitale, lui-même tombé du firmament européen.

Cette même jeunesse n'a envie que d'une seule chose : rester au pays, y travailler, emmener ses enfants à l'école du village, acheter ses produits à l'épicerie communale, prendre son pain à la boulangerie de la rue principale, aller aux fêtes, se rencontrer le jour du marché ou discuter sur les trottoirs de la bourgade, se marier, faire des enfants, vivre, vieillir, mourir et se faire enterrer dans la terre qu'ils ont vue toute leur vie sous toutes les saisons dans la sagesse des cycles de la nature.

Mais cette envie est impossible à satisfaire quand tout est fait pour étouffer ces lieux de vie où l'écologie pourrait être une écosophie, autrement dit non pas une posture intellectuelle, mais un art de vivre dans et avec la nature, pas contre elle ou sans elle. Vivre en province et vivre en milieu rural ouvre sur une aventure de tous les jours tant la ville fait

la loi en regroupant tout ce qui nous y conduit — les produits de consommation que la publicité nous fait désirer et qui nous aliènent.

Pour réaliser ce projet, il faut donc : organiser une proportionnelle intégrale pour que tous soient représentés ; refuser le cumul des mandats ; imposer un mandat sans renouvellement pour éviter que la mandature soit consacrée à travailler à la réélection ; agencer une construction d'emboîtages dont la cellule première est communale et dont les cellules suivantes sont départementales et régionales ; activer des communautés de communes avec mandats impératifs qui permettent de démettre en cours de route ceux qui n'honorent pas la mission qui leur a été confiée ; constituer un parlement national avec des élus des parlements régionaux qui décident des affaires qui les concernent.

Autrement dit : vouloir une authentique autogestion avec un communalisme libertaire à la base ; confédérer les provinces dans un État girondin garantissant le caractère fédéral des décisions populaires ; instituer un contre-pouvoir avec l'aide des cellules politiques de la commune à la région ; instaurer le strict mandat impératif ; multiplier des parlements d'idées qui, sur le principe de l'Université populaire, deviendraient les lieux d'élaboration collectifs et communautaires des décisions collectives et communautaires.

Le mandat impératif est en effet une révolution à lui seul. Il permet à celui qui dispose d'une délégation d'exercer le pouvoir en son nom, certes, mais aussi pour l'électeur, de démettre son élu s'il ne le représente pas, ou peu, ou mal, s'il oublie de faire ce pour quoi il a été mandaté, pire, s'il fait le contraire de ce que, pour être élu, il avait promis.

Dans son discours à l'Assemblée datée du 20 novembre 1789, l'abbé Claude Fauchet, futur évêque constitutionnel, député du Calvados à la Législative, puis à la Convention, guillotiné avec les Girondins, prend position pour le mandat impératif. Il dit : « Les représentants de la nation se regardent comme la nation même, et ceux de la Commune comme la Commune en réalité. C'est une lourde erreur... Tout pouvoir vient du peuple, tout exécuteur du pouvoir est comptable au peuple. » Puis, dans un autre discours prononcé cinq jours plus tard : « Tout peuple qui ne consent pas librement aux lois sous lesquelles il vit est esclave. Le consentement aux lois et le consentement de tout le peuple a toujours eu lieu chez toutes les nations libres. Autrement les représentants voudront continuer de faire la loi, non pas de la nation, mais à la nation, ce qui serait manifestement une perpétuité de despotisme exercé sur elle. Une caste de représentants se formerait bientôt et enrichirait par des moyens faciles toutes les grandes députations nationales. Cette caste de riches, cette compagnie de conquérants de la représentation serait substituée de fait et de droit aux anciennes castes et compagnies qui dominaient dans tout l'empire. Nous ne ferions que changer de maîtres, et tout ce grand mouvement de la nation vers la liberté serait perdu pour elle. Avec un faux air de citoyens libres, nous serions plus esclaves que jamais. »

Faire la loi à la nation et non faire la loi de la nation ; constituer une caste oligarchique ; remplacer l'aristocratie du sang par celle de l'élite ; perpétuer le despotisme ; passer d'un maître à l'autre ; mettre à mort la liberté fraîchement réalisée ; sembler des citoyens tout en étant des esclaves : nous y sommes toujours...

Un autre sympathisant des Girondins, Nicolas de Bonneville, né à Évreux, rédige un projet qu'il publie dans *La Bouche de fer* le 26 juin 1791. Il propose des « assemblées souveraines de la nation » qui, annuellement, se réunissent pour faire, défaire et parfaire les

lois qui ne doivent être que l'émanation de la volonté générale et non la volonté d'une faction, d'un club, de quelques-uns.

Lorsque l'Assemblée se réunit pour élaborer la Constitution de 1791, elle prend clairement parti contre le mandat impératif. Toujours dans *La Bouche de fer*, Guillaume Duchosal s'insurge contre le fait que l'électeur n'aurait qu'à voter puis à disparaître une fois son vote exprimé : « L'erreur dans laquelle on vous jette vient de ce qu'on a confondu la délégation de pouvoirs et l'aliénation de la volonté. Le pouvoir se délègue, mais il est absurde de penser que la volonté s'aliène. Je vous autorise à stipuler en mon nom ; mais je me réserve la faculté de censurer un jour l'acte par lequel vous m'enchaînez. »

La Constitution du 3 septembre 1791 interdit clairement le mandat impératif dans l'article 2, titre III : « La Nation, de qui seule émanent tous les Pouvoirs, ne peut les exercer que par délégation. La Constitution française est représentative. » Idem dans l'article 7, section III, chapitre 1 du titre III : « Les représentants nommés dans les départements ne seront pas représentants d'un département particulier, mais de la Nation entière, et il ne pourra leur être donné aucun mandat. » On ne pouvait mieux dire que la Nation guillotina le peuple. Nous en sommes encore là...

Brissot, le Girondin emblématique puisque, avant ce terme, on parlait de brissotins, a, pour sa part, souscrit au mandat impératif. Il dit dans son *Discours sur les conventions* prononcé aux Jacobins le 8 août 1791 qu'un État bien constitué doit comporter « un pouvoir subsistant en lui-même, pour résister (sic) aux usurpations de chacun des membres du gouvernement, et les contenir (sic) tous dans les bornes du devoir ». Puis ceci : « Un pouvoir délégué sans un autre qui le surveille (sic) et le contrôle (sic) tend naturellement à violer le principe de sa délégation, et à transformer cette délégation en souveraineté. »

Un pouvoir qui permette de résister en contenant, en surveillant et en contrôlant, voilà ce qui ne pouvait convenir aux Jacobins, qui voulaient que le pouvoir du peuple fût dilué dans celui de ses représentants qui prétendaient alors, contre lui, agir pour lui : le Tribunal révolutionnaire et la guillotine furent ainsi décidés au nom du peuple, pour son bien...

## 6. Comment faire ?

### *Pour un communalisme libertaire*

Au temps où il était de gauche, Michel Rocard avait publié un texte intitulé *Décoloniser la province*. C'était aux rencontres de Grenoble en 1966 ; il s'agissait d'un *Rapport général proposé par le comité d'initiative aux délibérations des colloques sur la vie régionale en France*. Le texte se concluait ainsi : « L'avenir de la démocratie comme de l'équilibre économique en France est menacé par la dévitalisation relative de la province. Les expériences de décentralisation n'y ont rien changé. Elles ont échoué parce qu'elles ne concernaient pas les conditions qui régissent la décision. Le problème consiste donc à sortir celle-ci de Paris pour tout ce qui n'est pas d'importance nationale. Pour parvenir à ce résultat, décentraliser la décision en France, il faut créer des institutions régionales et locales de taille utile, ce qui signifie remembrer celles qui existent, les doter d'une masse budgétaire totale égale à peu près au double de ce qu'elle est actuellement par rapport au produit national, et les peupler d'hommes qui auront conduit et chercheront à terminer leurs carrières en province, qui auront donc trouvé dans quelques grandes villes autres que Paris l'alimentation intellectuelle nécessaire à la vie d'élites locales responsables. Dans un tel contexte, il sera à nouveau possible non seulement de créer des emplois en province, mais de parvenir à ce que les centres de décision régionaux eux-mêmes animent le développement régional, sous la pression et le contrôle des forces sociales de chaque région, représentées dans les assemblées compétentes. » Et puis ceci pour finir : « L'avenir économique des Français exige un certain nombre de décisions qui correspondent à la recherche d'une plus grande démocratie : c'est à quoi l'on reconnaît que la politique proposée est bien dans la tradition permanente du Socialisme. »

Les socialistes n'ont bien sûr rien fait de ce texte. Il n'a rien perdu de sa fraîcheur et de son actualité. « *Décoloniser la province* », voilà un programme radical pour les prochaines présidentielles, car il prend les choses à la racine, aurait dit Marx. C'est ici que s'annoncent les fruits.

D'aucuns diront que la solution girondine et locale, départementale et régionale existe déjà

car c'est le maillage administratif français ; et ils auront en partie raison. Il y a en effet des communes, des communautés de communes, des cantons, des arrondissements, des départements, des régions et, à chacun de ces niveaux, des élections et des élus.

Mais il manque une réelle autonomie à ces instances. La commune, qui est le premier échelon, ne dispose pas de grands pouvoirs. La logique verticale consubstantielle au jacobinisme fait que l'instance supérieure prend toujours la main.

Jadis, c'était l'État qui disait la loi, le droit.

Aujourd'hui, depuis qu'en vertu de Maastricht la souveraineté a été abandonnée à une Europe transnationale qui fait la loi aux États soumis, c'est le Conseil européen qui décide pour les nations. La commune n'a qu'à obéir et appliquer les règlements votés à Bruxelles après avoir été pensés, conçus et rédigés par des technocrates insoucieux du réel et tout à leur idéologie.

Dans le village où, jadis, les petits producteurs des alentours venaient vendre leurs produits, volailles et lapins, crème et beurre, lait et œufs, confitures et miel, le tout produit selon d'ancestrales façons écologiquement propres et naturelles, les directives européennes ont imposé leur loi concernant le conditionnement, le transport, la conservation, l'exposition, le remballage, l'étiquetage, la traçabilité, sinon le calibrage!

De sorte qu'incapables de faire face à cette technocratisation et à cette bureaucratisation de la vente, ces petits producteurs ont plié boutique. Il ne reste plus aux ruraux qu'à se fournir dans les supermarchés les plus proches où les poulets ont été lavés à l'eau de javel après avoir été occis par l'arrachage industriel de la tête, où le miel est confectionné sans abeilles à partir de sucres industriels en provenance de Chine, où les confitures sont une cristallisation de sucre de synthèse autour d'un fruit minimal, où les crevettes ont été pêchées à un endroit de la planète, décortiquées dans un autre, conditionnées dans un troisième, acheminées à haute dose de trace carbone et vendues congelées sous plastique.

Outre la disparition de la convivialité du marché, outre la mort des petits producteurs, outre la disparition de ces produits aux saveurs et textures, aux goûts et aux saveurs inégalés, outre l'impossibilité d'un jugement de goût digne de ce nom chez les enfants à cause de l'uniformisation des produits, il faut également compter avec une augmentation exponentielle des pathologies lourdes dues à l'ingestion d'aliments perfusés de produits chimiques afin de permettre leurs transports d'un bout à l'autre de la planète et leur conservation. Dans cette configuration, l'invitation à manger cinq fruits et légumes par jour est proprement homicide sous couvert hygiéniste.

En Normandie, pays d'élevage où la race normande à la viande persillée a laissé place à la Prim'Holstein néerlandaise moins savoureuse, mais pisseuse de lait, donc plus rentable au regard de la Politique agricole commune, les supermarchés vendent une viande en provenance d'Argentine.

Le commun alisme devrait permettre que les lois qui régissent un marché de village ou de ville moyenne ne relèvent plus des bureaux de Bruxelles mais de décisions locales ou départementales. Le technocrate urbain qui n'a jamais vu un fromage de chèvre ailleurs que sous vide dans son supermarché ou chez son fromager bobo n'a pas à légiférer sur sa vente dans un marché de village des Pyrénées.

Le jacobinisme français a exporté son schéma centralisateur et étatique partout sur la planète. Le découpage colonial de l'Afrique en nations a été effectué selon ce principe, et ce, au détriment des ethnies qui sont les véritables cellules de base politiques, avec leurs organisations, leurs chefferies, leurs traditions, leurs coutumes, leurs langues. Les États africains conçus par des politiques formatés à l'idéologie parisienne coupent des ethnies en morceaux. Certaines, explosées, s'étendent même parfois sur plusieurs États de type jacobin ...

Les boucheries de la guerre d'Algérie auraient pu n'avoir pas lieu si le projet antijacobin et fédéraliste formulé en mars-avril 1958 par Albert Camus dans l'avant-propos d'Actuelles III avait été entendu: il militait alors pour « une Algérie constituée par des peuplements

fédérés, et reliés à la France ». Mais l'hégémonie de Sartre, le jacobin emblématique, sur la pensée de l'époque, empêchait que soit même entendue sa formule fédéraliste qui aurait permis aux Arabes, aux Berbères, aux Juifs, aux Européens de continuer à vivre en paix dans un même pays avec une répartition équitable des pouvoirs, des droits et des devoirs. Camus proposait de penser l'organisation politique à partir du « douar-commune ». Dans Misère dans la Kabylie, il souhaitait en effet réaliser « au cœur du pays kabyle une sorte de petite république fédérative inspirée des principes d'une démocratie vraiment profonde ». L'auteur de L'Homme révolté proposait ainsi une formule communaliste dont on a détruit la potentialité en prétendant, dans les salons germanopratsins, qu'il s'agissait d'une proposition néocoloniale.

De même avec le conflit israélo-palestinien, qui ne trouvera jamais de solution tant qu'on n'ira pas la chercher dans la formule girondine fédéraliste antijacobine qui ne milite pas pour deux États se faisant face, avec chacun leurs armées, leurs drapeaux, leurs hymnes, leurs polices, leurs services secrets, leurs monnaies, mais pour deux peuples sémites et abrahamiques vivant sur une même terre - ce qui est déjà le cas...

Le jacobinisme n'aime pas la commune qui est l'unité de base organiciste parce qu'il préfère l'abstraction intellectuelle et conceptuelle de la Nation qui nie la vivacité communale pour en faire la pièce morte d'un puzzle national qui, seul, aurait droit de vie. La Nation est une idée; la commune, une réalité.

La Suisse dispose par exemple d'une très ancienne tradition communaliste. C'est elle que voulut briser la Révolution française dans sa formule jacobine quand la France envahit la Suisse en 1798 et proclame la République helvétique « une et indivisible » avec un Directoire de cinq membres nommés par Paris pour appliquer la politique ... décidée dans la capitale française! Les fédéralistes suisses partisans de l'autonomie cantonale s'opposent alors aux nationalistes jacobins au point qu'une guerre civile en découle. En 1803, la Suisse redevient, pour le rester, un État confédéral formé d'États souverains. En 1815, avec la chute de Napoléon, autre jacobin emblématique, les cantons augmentent leur souveraineté. C'est à cette époque que ce pays qui refuse la formule jacobine de l'État centralisateur et conquérant opte pour la neutralité - une autre idée que nous pourrions emprunter à la Confédération.

La démocratie n'a pas été inventée en Grèce, comme le disent les tenants de l'histoire officielle. La fausse démocratie grecque s'avère en effet une véritable oligarchie : la moitié des Athéniens que sont les Athéniennes en est exclue, de même les métèques, les étrangers domiciliés à Athènes, ou bien les esclaves, ou bien encore les personnes qui ne sont pas nées de citoyens. Reste une poignée d'aristocrates : des mâles nés de parents athéniens, citoyens eux-mêmes.

Dans la Capacité politique des classes ouvrières, Proudhon formule sa règle politique en partant de l'immanence communale : « La commune est par essence, comme l'homme, comme la famille, comme toute individualité et toute collectivité intelligente, morale et libre, un être souverain. En cette qualité la commune a le droit de se gouverner elle-même, de s'administrer, de s'imposer des taxes, de disposer de ses propriétés et de ses revenus, de créer pour sa jeunesse des écoles, d'y installer des professeurs, de faire sa police, d'avoir sa gendarmerie et sa garde civique ; de nommer ses juges, d'avoir ses journaux, ses réunions, ses sociétés particulières, ses entrepôts, sa banque, etc. La commune, en conséquence, prend des arrêtés, rend des ordonnances : qui empêche qu'elle aille jusqu'à se donner des lois ? »

Puis, plus loin, toujours à propos de la commune : « Elle discute publiquement, au sein du conseil municipal, dans ses journaux et dans ses cercles, tout ce qui se passe en elle et autour d'elle, qui touche à ses intérêts et qui agite son opinion. Voilà ce qu'est une commune : car voilà ce qu'est la vie collective, la vie politique. »

Les tenants jacobins d'une Europe qui impose son libéralisme de façon autoritaire en partant du haut, de façon théocratique, auront du mal à ne pas souscrire à cette version, réellement démocratique, puisque ce sont les mêmes qui, au nom du Brexit, ont récemment réactivé cette vieille idée communaliste en demandant que Londres se déclare ville indépendante !

Chiche qu'on élargisse cette bonne idée à toutes les communautés, des plus petits villages aux plus grandes mégapoles et qu'on milite pour une souveraineté recouvrée s'administrant seule via un conseil autogéré qui fasse vraiment la loi !

Certes, il faut repenser le conseil municipal et les autres instances élues afin d'éviter qu'elles soient elles aussi une émanation jacobine qui finit par culminer dans un maire, un président de conseil départemental ou régional devenant l'équivalent du roi imposant ses caprices sous couvert de représenter des électeurs privés de pouvoir contrôleur une fois la fonction conférée. Il faut une assemblée réellement délibérante avec un véritable conseil authentiquement municipal, départemental et régional, autrement dit une assemblée sans autre chef que celui qui se trouve élu avant délibération et remplacé à la réunion suivante.

Ce conseil et ce communalisme libertaire ont une histoire, c'est celle qui, du *Testament* de Jean Meslier au début du XVIII<sup>e</sup> siècle au *Municipalisme libertaire* de Murray Bookchin au XXI<sup>e</sup> siècle, en passant par *Du principe fédératif* de Proudhon au XIX<sup>e</sup> siècle, traverse le temps en contre-histoire girondine de la démocratie. Elle permet à John Holloway de publier en 2002 un livre dont le titre est aussi un manifeste :

*Changer le monde sans prendre le pouvoir*. Il s'agit là d'un archipel libertaire totalement indépendant de la tradition anarchiste du XIX<sup>e</sup> siècle trop souvent marquée par le marxisme, dont elle ne se distingue souvent que sur les moyens. La révolution autoritaire, sanglante, armée, barbelée, militarisée laisse place à une autre formule : libertaire, contractualiste, pacifiste, délibérante.

Ce contre-pouvoir des Multitudes s'oppose au pouvoir de l'Un qu'est l'État dont la machinerie se trouve à Paris. Le communalisme libertaire réactive la proposition faite à la tribune de la Convention le 25 septembre 1792 par Lasource, député girondin du Tarn qui meurt guillotiné avec les autres Girondins : « Je crains le despotisme de Paris, et je ne veux pas que ceux qui disposent de l'opinion des hommes qu'ils égarent dominant la Convention nationale et la France entière. Je ne veux pas que Paris, dirigé par des intrigants, devienne dans l'empire français ce que fut Rome dans l'empire romain. Il faut que Paris soit réduit à un quatre-vingt-troisième d'influence, comme chacun des autres départements. Jamais je ne ploierai sous son joug; jamais je ne consentirai qu'il tyrannise la république, comme le veulent quelques intrigants contre lesquels j'ose m'élever le premier, parce que je ne me tairai jamais devant aucune espèce de tyran. »

Lisons également la lettre que le Girondin Roland écrit à la Convention le 30 septembre de cette même année: « Sans doute Paris a bien servi la liberté: c'est pour cela qu'il ne faut pas permettre que des aveugles ou des pervers l'y étouffent et l'enchaînent au nom du peuple qu'ils abuseraient; c'est pour cela que Paris doit se réduire à sa quatre-vingt-troisième



portion d'influence, car une influence plus étendue pourrait inciter des craintes, et rien ne serait plus nuisible à Paris que les mécontentements ou la défiance des départements. »

La France ayant en effet été découpée en 83 départements par la Constituante le 15 janvier 1790, les Girondins ne veulent pas que Paris, l'un des 83 départements, fasse la loi aux 82 autres - comme c'est le cas depuis. Dans leur Histoire et dictionnaire de la Révolution française, Jean Tulard et les siens écrivent: « Si la France entière souhaite des réformes au début de 1789, très vite Paris va s'arroger le droit exclusif de représenter tout le pays. »

Cette situation de domination de Paris sur la province, de la capitale sur les régions, des Jacobins centralisateurs sur les Girondins décentralisateurs, s'inscrit dans le droit fil de la centralisation monarchique qui fait la loi depuis les rois capétiens. La Révolution française était plus révolutionnaire dans sa formule girondine que dans sa formule jacobine ...

Le triomphe du jacobinisme a identifié le pouvoir à Paris et à l'État, machine de guerre qui centralise la force en empêchant qu'elle existe aussi dans le reste du pays. Mais l'État jacobin n'est pas la seule forme possible d'État, même si c'est la plus répandue au monde depuis la Révolution française, et ce, à coups d'invasions, de batailles, de guerres, de coups d'État ou, aujourd'hui, de droit d'ingérence.

Il existe une conception girondine de l'État qu'on trouve chez Proudhon, qui, anarchiste, critique l'État jacobin en tant qu'il est l'instrument de domination du capital sur les masses, mais qui, dans Théorie de l'impôt, défend l'État libertaire parce qu'il garantit l'organisation communaliste, mutualiste, fédérative. Dans cette nouvelle configuration, Paris cesse d'être capitale pour devenir ville fédérale.

Le système qui donne au peuple le pouvoir sur lui-même implique qu'il puisse décider également de la politique étrangère de son pays. De la politique étrangère, donc de l'engagement des guerres s'il y a lieu, quand il y a lieu.

Il est dans la logique du jacobinisme de ne pas tolérer ce qui n'est pas lui, ce qui le conduit à exporter son modèle agressif en dehors du pays. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le colonialisme a procédé de cette logique et s'inscrivait dans le droit fil de la Révolution française qui souhaitait, disait-il, exporter les Lumières républicaines à des sauvages auxquels la France apportait ce qu'il était convenu de nommer alors « les bienfaits de la civilisation ».

La politique étrangère de la France est le domaine réservé du chef de l'État, qui ne consulte jamais le peuple pour savoir ce qu'il pense de ses alliances, de son refus d'alliances, de ses changements d'alliances. Un jour, le chef de l'État français reçoit Saddam Hussein, on lui vend des armes et des centrales nucléaires, le lendemain la France détruit son pays et l'assassine; une fois, un autre chef de l'État invite Bachar el-Assad à assister au défilé de l'armée française sur les Champs-Élysées le jour symbolique du 14 juillet, un défilé dans lequel se trouvent des militaires syriens, quelque temps après la France bombarde son pays; un beau jour, Kadhafi installe sa tente berbère dans un château de la République, on lui organise une visite privée de Versailles, avant de réduire son pays en poussière et de le faire exécuter dans un pick-up. Combien de morts dans ces aventures? Connaît-on le chiffre des victimes civiles innocentes induites par notre option belliciste?

Les élus s'engouffrent comme un seul homme dans la voie ouverte par leur parti qui a décidé d'une politique étrangère selon des critères obscurs. Qui, dans les cinquante dernières

années, a décidé de la guerre contre l'Irak? Contre l' Afghanistan ? Contre la Libye? Contre le Mali? Contre la Syrie? Contre l'État islamique? Qui et pour quelles raisons? Pourquoi ces pays, qui, certes, ne sont pas des modèles en matière de droits de l'homme, mais comme la majorité des pays du globe avec lesquels nous commerçons, et non pas d'autres? Pourquoi pas la Chine ou la Corée, Cuba ou l'Azerbaïdjan, pays en délicatesse avec ces fameux droits de l'homme? Qui décide? Le président de la République jacobine, qu'il soit de droite ou de gauche, et ce, par-dessus la tête des citoyens. Depuis des décennies, la droite et la gauche de gouvernement crient à la dette qu'il faut rembourser, à la faillite qui menace, à la nécessité d'imposer une politique d'austérité exigée par Bruxelles qui s'avère d'une grande brutalité pour les Français les plus modestes, à l'incapacité de trouver un seul euro pour augmenter les salaires les plus bas, à trouver de l'argent pour l'agriculture, la santé, l'éducation, la recherche, la sécurité, l'armée, la police, la justice, l'industrie.

Mais, dans le même temps, ces mêmes droite et gauche de gouvernement trouvent les dizaines de milliards nécessaires pour mener et conduire des guerres dans tous ces pays en estimant naïvement que cette politique belliqueuse dans autant de pays musulmans ne nous vaudra aucune riposte de leur part et de la part de leurs alliés, fussent-ils leurs franchisés, sur notre sol. Nous sommes de presque toutes les expéditions punitives décidées par les États-Unis depuis 1991 - expéditions qui ont causé pas moins de quatre millions de morts chez les musulmans.

Or, ce bellicisme défendu à longueur de médias d'État comme prétendument légitime parce qu'il lutterait contre le terrorisme en France produit l'exact effet inverse, car, de fait, elle le rend possible et l'augmente sur notre territoire. Alors qu'avec son complice il vient d'égorger le père Hamel dans son église de Saint-Etienne-duRouvray, l'un des terroristes dialogue avec une religieuse et lui dit : « Quand vous serez à la télévision, vous direz aux autorités: "Tant qu'il y aura les bombardements en Syrie, il y aura des attentats en France. Tous les jours." » Plus la France bombarde l'État islamique, plus les jeunes candidats français au djihad augmentent! Chacun en convient, alors, pour quelles étranges raisons tous persistent dans cette logique thanatocratique ?

Cette politique étrangère est fautive et coûteuse en millions de morts dans les pays bombardés par nos soins et sur notre sol même en centaines de victimes du terrorisme. Mais quel pouvoir a le citoyen français sur l'argent de ses impôts converti en financement des bombardements et des expéditions punitives effectuées par nos Rafales qui bombardent des villages en générant nombre de victimes innocentes? Lui demande-t-on son avis pour payer les bombes que la France largue là-bas et qui nous valent ici la terreur contre laquelle nos gouvernements prétendent lutter?

Les guerres induites par la politique étrangère française ne sont bonnes que pour le porte-monnaie des fabricants et des marchands d'armes qui, pour certains parmi les premiers, possèdent les médias dans lesquels, c'est étrange, on pousse au crime chaque jour que fait le dieu de la Guerre et pour les seconds, c'est étonnant aussi, se retrouvent souvent à financer en douce les campagnes présidentielles de tel ou tel candidat qui défend ensuite ardemment ces politiques bellicistes !

La guerre, comme les autres affaires qui concernent le pays, dont sa politique étrangère, devrait être décidée par votation. Cette votation ne devrait concerner que le cas de guerres défensives. Dans le cas de guerres offensives, comme celles que nous menons en les

présentant, c'est une technique de désinformation courante depuis la nuit des temps, comme des guerres défensives, la neutralité s'impose.

La Suisse, qui pourrait nous donner de nombreuses leçons en matière de démocratie, nous en donne une autre avec sa neutralité. Depuis sa défaite contre les Français à la bataille de Marignan en 1515, ce pays a opté pour la neutralité. L'argent qu'elle ne met pas dans les guerres lui permet d'investir dans la machine économique productive; son existence à l'écart des conflits qui ne la concernent pas lui permet d'être un pays où se préparent les traités de paix. Ainsi, ce pays est devenu un lieu où les droits de l'homme et du citoyen sont probablement mieux observés que dans le pays de Voltaire. Ce pays, soit dit en passant, ignore le chômage et le terrorisme ...

L'autogestion nomme la véritable démocratie: celle qui permet au peuple de décider lui-même de ce qui le concerne. Condorcet savait que le suffrage était la meilleure des choses quand il était éclairé et le pire quand il ne l'était pas.

Nos temps idéologiques fonctionnent à la main de fer dans un gant de velours. Ce qui les distingue des régimes autocratiques, tyranniques, sinon dictatoriaux? Le gant de velours - le velours médiatique.

Ce que les gouvernants veulent que nous pensions, ils nous l'infligent par la presse d'Etat, les médias d'Etat, subventionnés par l'Etat. Les journalistes, flanqués de prétendus comiques qui sont en fait des idéologues officiels du régime qui ponctuent juste les litanies de leur catéchisme de ricanements, bourrent les cerveaux comme d'autres les urnes. En cela, notre pays ne vaut guère mieux qu'une République bananière.

Voter, c'est souvent voter pour ce que cette clique médiatique a sélectionné pour le peuple: une soupe de peste ou un bouillon de choléra. Comment vouloir autrement que comme ils veulent que nous voulions?

En créant des lieux alternatifs qui fonctionnent comme des agoras grecques, des forums romains ou des things scandinaves, des soviets russes, des conseils hongrois, autant de lieux où la parole s'exprime de façon libre, ouverte, où le débat n'est pas pugilat destiné à faire de l'audimat, mais assemblée délibérante avant délibération.

L'Université populaire que j'ai créée à Caen en 2002 en est une esquisse. Avec la région Normandie, nous avons le projet de passer en 2019 à la vitesse supérieure en nous installant dans un lieu en dur qui soit susceptible de constituer un Parlement des idées à même de recréer les conditions de la démocratie véritable, autrement dit à même d'en finir avec l'oligarchie jacobine centralisée à Paris.

Ces parlements des idées pourraient exister dans chacune des régions françaises - des régions à redessiner, bien sûr, en fonction de l'histoire et non des récents caprices technocratiques et politiques. La réunification des deux Normandie avait un sens géographique et historique. Mais nombre de nouvelles régions sont des hérésies historiques.

Dans chaque lieu où vivent des gens, il faut multiplier ces forums mis en ligne afin que les réseaux infusent le territoire national dans sa totalité. Ces lieux peuvent et doivent générer et fédérer les énergies, les mutualiser. La politique ne doit plus être l'affaire de quelques-uns qui décident pour tous, mais l'affaire de chacun décidant de son destin avec tous. C'est par la fraternité que la liberté, qu'aime tant la droite sans l'égalité, et l'égalité, qu'aime tant la gauche sans la liberté, prennent tout leur sens.



## 7. « Tirer la barbe à toute majesté »

### *En finir avec la servitude volontaire*

Ce texte est une esquisse, une vision, une proposition pour une direction : en finir avec le modèle jacobin centralisateur qui sévit depuis les Capétiens au profit d'un modèle girondin décentralisateur qui a toujours été broyé par les jacobins qui n'ont jamais caché leur dilection pour l'autorité — reprenant le principe de la lettre de cachet en lui donnant la forme de la campagne de presse infamante, de la guillotine ou du goulag, la liberté jacobine s'est toujours arrêtée à la limite de leur club. Au-delà, c'est la calomnie, le mépris, la haine et l'extermination par tous les moyens.

J'ai assez d'âge pour ne plus ignorer la nature humaine. À dix-sept ans, on souscrit à la fable rousseauiste : l'homme est naturellement bon, la société le rend méchant ; changeons la société, et nous verrons apparaître comme par enchantement un homme nouveau, régénéré, bon et bienveillant. Souscrire à cette histoire pour les enfants est légitime tant qu'on a l'âge d'être un enfant. Passé l'âge, c'est sottise grave et bêtise purulente.

Je n'ignore donc pas qu'on pourra m'objecter que la centralisation jacobine produit, certes, tel ou tel tyran, mais en quantité limitée, alors que la décentralisation girondine les multiplierait : détrôner un roi à Paris pour multiplier les trônes en province pourrait être un risque.

Mais le risque disparaît quand on redonne au peuple la capacité à contrôler ceux qui, sans cela, deviendraient des tyranneaux — ce que d'aucuns sont déjà en régime jacobite, pour utiliser un mot oublié que j'aime bien...

J'ai expérimenté, à Chambois, mon village natal, celui de mon enfance, celui de mes parents, celui de mes souvenirs, celui de ma maison de *Recours aux forêts*, à Argentan, la sous-préfecture de trente-huit années de ma vie avec ma compagne aujourd'hui disparue, et à Caen, la ville de mes études universitaires, de mes vingt années d'enseignement dans un lycée technologique, de la création de l'Université populaire en 2002, la ville où j'habite désormais, dans ces trois points, donc, qui constituent mon triangle existentiel en Normandie, j'ai expérimenté les délices du pouvoir personnel des élus et de leur toxicité parce qu'il n'était pas contrebalancé par ce que le philosophe Alain nomme « le pouvoir contrôleur » .

Refus des projets, bâtons dans les roues, promesses non tenues, indifférence aux propositions, dossiers mis à la poubelle, demandes non transmises à qui de droit, nombre de choses furent faites pour m'empêcher d'agir en faveur des gens et du rayonnement de leur village, de leur ville ou de leur cité.

C'est un fait entendu, nombre d'élus n'aiment pas tant leurs électeurs que le pouvoir qu'ils ont sur eux et la jouissance qu'ils tirent de cet exercice qui assure puissance et visibilité, courtoisie et adulations, honneurs et reconnaissance, avantages divers et multiples, dont

l'érotisation induite, dit-on, par la fonction, ce qui permet à la prédation sexuelle de s'y exercer avec plus de facilité.

Je ne crois pas en la bonté de la nature humaine ni à la possibilité de rendre bons les hommes par la seule formule d'une autre organisation politique. En revanche, je crois judicieuse la leçon du penseur normand Alain. J'avais publié, dans ma jeunesse, un article, probablement mon premier texte signé, intitulé « Tirer la barbe à toute majesté » — c'est une citation.

Je reprends mes notes et retrouve mes coups de crayon dans la marge : « Le citoyen n'a pas encore bien saisi cette idée que tout pouvoir est mauvais, s'il n'est surveillé, mais que tout pouvoir est bon, autant qu'il sent une résistance pacifique, clairvoyante et obstinée » ; « L'abus de pouvoir est un fruit naturel du pouvoir » ; « Les pouvoirs sont nos serviteurs, et non point nos maîtres » ; « Tout pouvoir est méchant dès qu'on le laisse faire » ; « Tout pouvoir abuse ou abusera » ; « Tout chef sera un détestable tyran si on le laisse faire. » Cet Alain libertaire à l'endroit du pouvoir se montre aussi libertaire avec les pouvoirs : « Ce qui importe, c'est le contrôle continu et efficace que les gouvernés exercent sur les gouvernants » ; « C'est le contrôle qui fait la pensée juste et équilibrée, et tout pouvoir sans contrôle rend fou » ; « Il faut limiter, surveiller, contrôler, juger ces terribles pouvoirs ; car il n'est point d'homme au monde qui, pouvant tout et sans contrôle, ne sacrifie la justice à ses passions. »

Le pouvoir contrôleur, c'est l'exercice du mandat impératif ; c'est la délibération permanente et le vote qui la suit ; c'est la délégation sur le seul temps que dure la représentation ; c'est la restitution du mandat quand la représentation n'est pas ou plus ; c'est la multiplication des assemblées délibératives ; c'est la création et l'animation de parlements des idées ouverts à tous ; c'est la démocratie directe autant que faire se peut.

Ces pages, disais-je, sont une esquisse. Le dessin ne pourra s'obtenir qu'avec des compétences adéquates : juristes, fiscalistes, géographes, historiens, constitutionnalistes, démographes, sociologues, philosophes, gens de lettres et des arts, architectes, urbanistes, agronomes, informaticiens, instituteurs, médecins, banquiers, viticulteurs, bûcherons, maçons, charpentiers, épiciers, fromagers, vachers, bergers, et autres acteurs qui jugeraient bon de s'y agréger — poètes et botanistes, herboristes et apiculteurs, paysans et maraîchers, astronomes et naturalistes, hydrographes et entomologistes, liste ouverte...

Ce projet est à construire de façon réaliste en laissant l'idéologie de côté. S'il s'agit d'apiculture, laissons faire les apiculteurs, de maraîchage, demandons aux maraîchers, etc. Évitions que le banquier soulève le toit de la ruche ou que l'ingénieur décide des quantités d'arrosage. La compétence est associée à une profession ; elle n'est pas chez celui qui va dire au compétent véritable qu'il va l'être à sa place. Le bureaucrate, le technocrate, l'énarque, le technicien qui font la loi dans les bureaux, loin du monde et des gens, loin du réel et du terrain, sont spécialistes en tout, donc en rien.

Je prends un exemple : quand il s'agit de construire ce qu'il est désormais convenu d'appeler une salle polyvalente dans un village, le résultat est neuf fois sur dix consternant. D'abord, l'étymologie témoigne, *polyvalente* suppose *qui marche pour tout*, en fait, si l'on juge au résultat, c'est plutôt qui ne marche pour rien. Un bal musette et une remise de Légion d'honneur, un mariage sinistre et un enterrement festif, un salon du livre ancien et une exposition de tapis, un anniversaire particulier et une soirée karaoké, une séance de gym- tonic pour le troisième âge et un concours de coinchée, tout s'y donne avec la même vibration — celle de l'insecte mort.

Pourquoi faut-il que toutes ces salles, en Bretagne et en Occitanie, en Alsace et en Corse, en Normandie et en Picardie, soient construites sur le même format conceptuel : une boîte qui tient du funérarium et du hall de supermarché, du garage de concessionnaire et de l'entrepôt de matériel agricole, de la salle d'attente du dentiste ou du commissariat de police ? Un parallélépipède de ciment conçu comme le caveau du même matériau dans lequel désormais on dépose les cercueils où sont ensevelis les morts étouffés dans des sacs en plastique.

Presque aucune de ces *maisons du peuple* ne relève de l'habitat traditionnel, de la maison incluse dans le style du village, du bâtiment qui intègre les matériaux et produits du sous-sol et du sol, de la culture patrimoniale ou, aujourd'hui, de constructions bioclimatiques. Du béton, du fer, du verre, du ciment, comme dans les villes, au lieu de pierres, de briques, de torchis, de paille, de terre, de bois, de plâtre, de chaux, de chanvre, de laine, de fibres de bois, de plumes, comme on en trouve tant dans les campagnes depuis que les hommes y vivent. La bureaucratie venue de nulle part envoie ses liasses d'interdictions qui contraignent aux matériaux morts qui portent la mort et ne se patinent jamais contre les matériaux vivants qui respirent et sont en interaction avec la lumière et l'humidité, les saisons et les intempéries — le temps.

Partout en France, ce syndrome de la salle polyvalente témoigne de l'unidimensionnalisation des constructions en même temps que des consciences. Ces blocs de ciment sans âme sont ceux dans lesquels l'administration souhaite enfermer la vie des citoyens devenus eux-mêmes blocs de ciment.

Ce seul projet d'abolir ces bâtiments pour en produire d'autres qui seraient les lieux de cette démocratie girondine montre à quoi ressemblerait ce chantier : il oblige à penser, à réfléchir, à devenir intelligent, à se creuser les méninges, à faire de l'histoire, à s'intéresser à ce dont on provient pour en faire le matériau de ce que l'on devient, à se savoir partie prenante de la nature dans laquelle on vit et d'y trouver une place adéquate et naturelle et non inadéquate et artificielle.

L'architecte doit travailler avec le paysan, le charpentier, l'agriculteur qui apportent leur sagesse et leur savoir, leur sagesse et leur bon sens. Il peut ainsi laisser tomber la bibliothèque ou les sites dans lesquels il prélève ses copiés-collés qu'il duplique ensuite partout comme les déjections d'une même architecture insane.

Les architectes et les urbanistes qui ont pendant des années bétonné les âmes, cimenté les consciences, asphalté les cœurs, goudronné les intelligences, bitumé les pensées, macadamisé les entendements, ne sont pas pour rien dans la décomposition de notre société.

Ils se prenaient pour Le Corbusier, dont ils ignoraient qu'il avait été fasciste, sans savoir qu'ainsi ils construisaient la génération dont le cerveau est en ciment et le cœur en béton. La cartographie du terrorisme se superpose souvent à celle de cette bétonisation des encéphales. Précisons en passant que les architectes habitent rarement les clapiers qu'ils dessinent pour autrui.

J'ai sous-titré ce petit livre *Contribution aux présidentielles*. Je ne me fais aucune illusion. Les candidats au trône jacobin ont moins le souci de changer la vie simple des gens simples que de leur seul trajet personnel. Il y a ceux qui risquent d'être élus et qui se moquent éperdument d'un pareil projet ; et ceux qui ne risquent pas de l'être et qui s'en moquent tout autant. Les premiers sont prêts à tout pour être élus ; les seconds aussi, mais pour ne pas

l'être. Dans les deux cas, la vie des électeurs compte moins pour eux que les voix qui se porteront sur leur nom et qu'ils pourront ensuite compter et monnayer pour leurs basses besognes.

Je songe plus au peuple, aux gens simples et modestes, aux électeurs, aux citoyens qui en ont assez. Ce texte est une occasion d'un peu d'espoir quand si souvent je pense en tragique, lorsque, par exemple, je cartographie un monde qui s'effondre. *Décadence* fut un exercice de sagesse tragique, sûrement pas une proposition décadentiste ou réactionnaire. Reste qu'il faut parfois dire aussi pourquoi on ne se jette pas par la fenêtre...

De *Politique du rebelle* en 1997 à ce livre qui se termine ici, je n'ai cessé de creuser le sillon libertaire. Je n'ai renoncé à rien de ce que j'écrivais à cette époque : le souci de la misère sale des pauvres sans visages, les micro-résistances à opposer aux micro-fascismes, le libéralisme comme ersatz de la religion déiste, la nécessité dès lors de formuler un athéisme politique, la vitalité d'une mystique de gauche, l'obligation de penser la gauche à nouveaux frais libertaires, la célébration du génie colérique de la Révolution française sans la Terreur et sans la violence, la perspective d'un eudémonisme social, la laïcité comme célébration du Divers, le nietzschéisme de gauche, la nécessité de parachever Mai 68, le soutien au devenir révolutionnaire des individus via la promotion de nouvelles intersubjectivités, l'individu comme résistance au grégairisme, le refus du marxisme tout autant que du réformisme, le dépassement du théâtre parlementaire, la nécessité de repenser l'anarcho-syndicalisme. J'apporterais à ce texte quelques corrections à la marge, des auteurs moins importants pour moi qu'alors, d'autres plus importants aujourd'hui, pas grand-chose. Rien sur le fond. Mais toujours La Boétie et son *Discours de la servitude volontaire* en ligne de mire.

Je ne retire rien non plus à ma *Célébration du génie colérique* (2002), pensée comme un éloge de Pierre Bourdieu et de son travail, de ses propositions de contre-feux aux ravages planétaires du néo libéralisme ; je ne retire rien à *La Religion du poignard* (2009), qui m'a permis de célébrer Charlotte Corday, qui fut une révolutionnaire girondine, une femme qui a porté haut le geste tyrannicide et non, comme le prétendent les robespierristes, une contre-révolutionnaire catholique ; je ne retire rien à *Le Post-Anarchisme expliqué à ma grand-mère* (2012), qui propose avec *Le Principe de Gulliver* d'inviter chacun à se faire concrètement l'acteur politique de ce à quoi il croit ; je ne retire rien à *L'Ordre libertaire* (2012) ni à *La Pensée de midi* (2007), qui en était d'une manière l'esquisse, livres dans lesquels je montre comment et combien Camus reste une chance pour qui veut penser la gauche en libertaire, autrement dit en dehors des barbelés et de l'idéologie, du ressentiment et de la violence, de l'abstraction et du refus du réel ; je ne retire rien non plus, bien sûr, à des livres récents tels que *La Force du sexe faible* (2016), qui propose, via les femmes girondines, une contre-histoire de la Révolution française pour faire pièce à la doxa dominante de l'historiographie marxiste ; je ne retire rien enfin au *Miroir aux alouettes* (2016), dans lequel, sous forme autobiographique, je racontais ma fidélité à une gauche qui s'est reniée et dans lequel je réaffirmais ma compagnie constante avec Proudhon.

Je ne retire rien non plus, évidemment, au *Traité d'athéologie* (2005), autre texte politique à sa manière, dans lequel, il y a plus de dix ans, j'examinais la dangerosité des trois religions monothéistes, islam compris, pour les valeurs libertaires de la démocratie auxquelles je souscris — liberté, égalité, fraternité, laïcité, féminisme. À ce jour, le risque ne vient pas du judaïsme ou du christianisme. La gauche officielle et institutionnelle, la gauche



gouvernementale, la gauche antilibérale, cette gauche-là semble n'avoir rien vu venir. Elle ne voit d'ailleurs toujours rien. Le peuple, lui, voit. Mais il est dans l'ordre des choses que les intellectuels soient les derniers à voir tout en étant les premiers à parler. Je parle informé par l'Histoire du XXIème siècle.

Ce petit livre se propose d'être une contribution à « l'anarchie positive » de Proudhon — une formule qui évite la négativité et le ressentiment et qui offre moins de quoi dire que de quoi faire. Si chacun agissait en faveur de ce à quoi il croit, ce serait déjà un bon commencement...